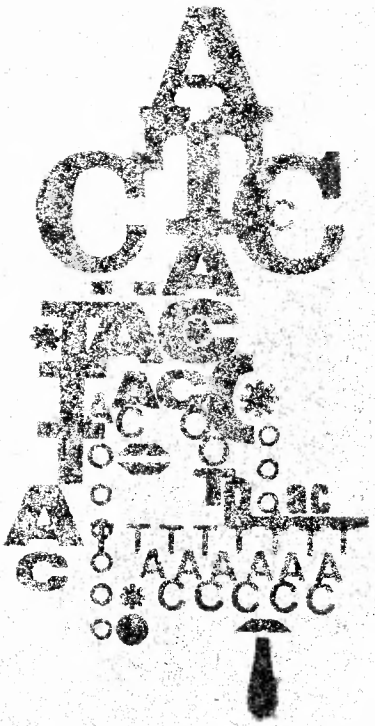
TRIBUNE

ANARCHISTE COMMUNISTE



BULLETIN DES ANARCHISTES-COMMUNISTES

Prix 4 frs Numéro double Avril 1974 No 13

Correspondance :

PAUL DENAIS

22 bis, rue de la Réunion — PARIS 20e

Abonnements :

BERNARD CNOCKAERT

C. C. P. PARIS 57 59 29

Les 4 numéros : France : 10 f.
Etranger 15 f.

Directeur de Publication :

PAUL DENAIS

N° 36 623

Inscription à la Commission Paritaire :

N° 54 695

Imp. Ranchal

4, rue Madeleine

92-ISSY-LES-MOULINEAUX

Télephone : 642-88-69

SOMMAIRE

Edito : Quand les choses deviennent claires et les problèmes restent à resoudre (pag. 3)

Puisqu'il faut parler net (pag. 4)

Communiqué du Comité d'action Révolutionnaire pour l'Autogestion Communiste (pag. 9)

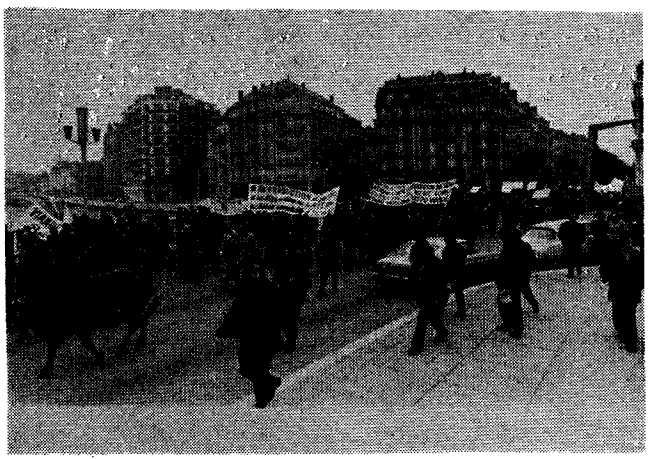
Appel (pag. 10)

Le débat continue... Le Syndicalisme et l'organisation politique d'avant garde (pag. 12)

Fin du débat sur le realisme politique (pag. 23)

Les Colloques de la C.F.D.T. (pag 35)

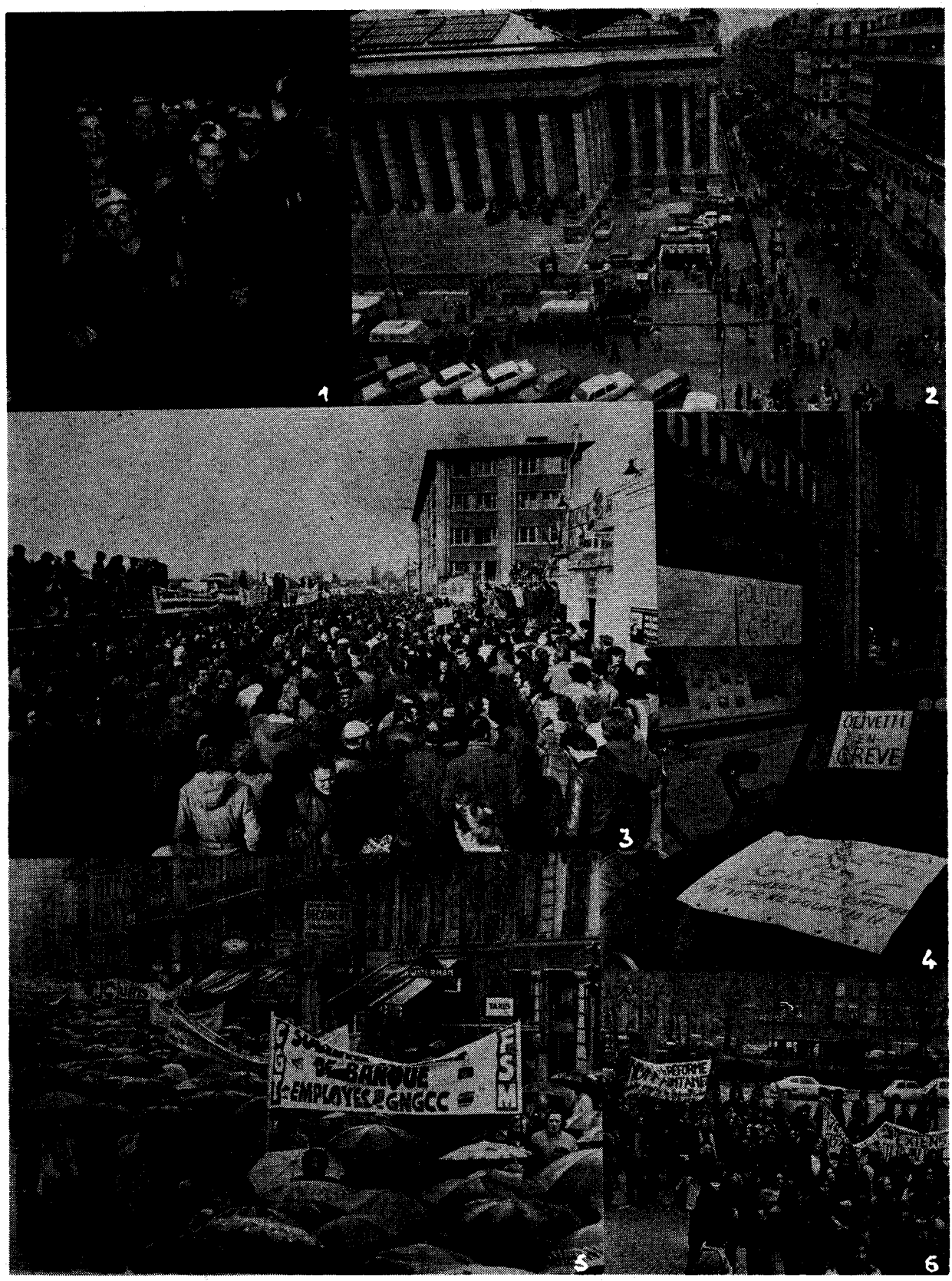
Echos (pag. 37)



De nouveaux secteurs de lutte

La collection de TAC N° 3 à 11 inclus : 20 frs envoi franco

Le N° spécial 6 bis « La Commune de Paris et l'alternative socialiste » : 5 frs envoi franco



1-Mineurs Lorrain, 2-Manif Bourse Banque. 3-Manif Rateau. 4-Olivetti en grève.
5-Banques. 6-Manif Lycéenne

La paix sociale pour les elections ?

EDITO

Quand les choses deviennent claires et les problèmes restent à resoudre

Au moment de sortir ce numero de T.A.C., POMPIDOU est mort et la foire électorale habituelle est commencée.

Les prétendus citoyens vont tout à coup posséder des compétences pour désigner celui à qui ils vont déléguer le pouvoir dit "républicain" et, de fait, absolu, au nom du Capital et de la défense des "grands principes".

Succession difficile de celui que l'on a paré de toutes les vertus et au courage duquel les leaders de la Gauche qu'on a nommée justement "respectueuse" ont rendu hommage, montrant ainsi qu'ils participaient à la mystification générale et acceptaient de jouer le jeu du système.

Il est bien clair pour nous que cette parodie de démocratie n'a RIEN A V OIR avec le Socialisme autogestionnaire dont se réclament pourtant dans leur phraséologie les leaders du P.S.U. et autres partisans formels du Pouvoir dit "ouvrier".

La foire électorale fausse tous les problèmes et empêche qu'on aborde les vraies questions que se posent les travailleurs dans leurs luttes. Le terrain électoral est celui de la bourgeoisie, celui où elle n'est jamais battue quelque soit les résultats des scrutins. Quand les privilégiés craignent pour leur sécurité, ils violent eux-mêmes leur propre légalité par la force, comme au CHILI...

Les leaders soi disant "autogestionnaires" ne sont pas les derniers à jouer le jeu, tandis que les ultra-bolchevicks participent à la campagne en faisant étalage de leurs divisions qui ne concernent pas les travailleurs.

Maintenant, la situation est claire : Pour les dirigeants du P.S.U, l'AUTOGESTION n'est qu'une façade pour mystifier les militants et les travailleurs.

Les divers textes de ce numero rédigés avant que la Direction Politique Nationale du P.S.U. décide de soutenir MITTERAND, le candidat social-démocrate de collaboration de classe, ne sont pas infirmés par les faits.

Les militants révolutionnaires partisans de l'Autogestion sont à la croisée des chemins. Il est vrai, plus que jamais, qu'aucune organisation, parti ou groupe n'est apte à devenir l'organisation de "type nouveau" nécessitée par les luttes actuelles.

C'est parce qu'ils en ont conscience que les militants regroupés autour de TAC participent à la création du Comité d'Action Révolutionnaire pour l'Autogestion Communiste qui luttera pour que les buts initiaux du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste soit atteints malgré tout.

PUISQU'IL FAUT PARLER NET

Le courant autogestionnaire gagne en influence auprès de l'opinion publique qui n'ignore plus que cette forme de Socialisme peut s'opposer aux solutions réformistes prônées par l'Union de la Gauche et aux solutions arbitraires et autoritaires de l'univers soviétique.

Cela est important et montre combien les prises de positions de la CFDT, des organisations du C.L.A.S. ont été utiles.
Pour autant que la lutte de LIP a été populaire et que d'autres luttes se font jour dans le même sens, une nouvelle idée du Socialisme et de la Démocratie commence à gagner de larges masses.

Le courant autogestionnaire est donc susceptible de prendre une importance nouvelle et de jouer un rôle sur l'échiquier politique de notre pays et même dans toute l'Europe Occidentale. Ce serait ainsi la première fois que les aspirations les plus profondes des luttes autonomes des travailleurs se traduiraient par une démarche politique de plus en plus crédible pour l'ensemble de la population.

Cela est si vrai que le P.C.F. se croit obligé de parler -certes, timidement-lui aussi de l'Autogestion et que le Parti Socialiste l'inclut dans son programme tout en précisant qu'on verra la question après la prise du pouvoir par les partis qui ont signé le Programme Commun.

Il reste, qu'en dehors des manoeuvres réformistes, n'en déplaise à certains esprits chagrins, les conditions existent maintenant pour qu'un regroupement autogestionnaire large, sur des options révolutionnaires claires, voit le jour.

Pourtant, des obstacles encore importants existent et nous devons tenter de les cerner de très près. C'est en disant toute la vérité que nous pourrons le mieux les surmonter.

Une première constatation est à faire qui est importante en soi : Si les luttes ouvrières s'orientent de plus en plus spontanément vers des formes d'autoorganisation, les militants politiques qui revendiquent l'Autogestion, qui cherchent des solutions dans cette direction et qui approfondissent des solutions sont de plus en plus nombreux. Ces militants sont, présentement, membres du PSU, de l'A.M.R., d'Objectif Socialiste, de "Vie Nouvelle", de groupes communistes libertaires adhérents à l'O.R.A. ou à l'O.C.L. Il y a aussi de nombreux militants syndicalistes en premier lieu de la C.F.D.T., mais aussi des inorganisés depuis MAI 68 et même des individus qui adhèrent encore à des partis ou syndicats réformistes.

Ces partisans de l'Autogestion socialiste et révolutionnaire sont encore souvent dispersés et même lorsqu'ils sont membres d'organisations revendiquant ouvertement l'Autogestion, sont souvent isolés dans leurs propres organisations dont tous les membres sont loin d'être acquis aux options défendues publiquement.

Le mouvement autogestionnaire, le courant, est donc encore imprécis bien que beaucoup font un effort de clarification louable et tentent une pratique bénéfique sur le front des luttes ouvrières.

Les contradictions qu'il faudra surmonter apparaissent nettement à la lecture de deux articles contradictoires publiés, l'un dans ACTION et l'autre dans FRONT LIBERTAIRE des mois de Février et Mars :

Selon le rédacteur de l'organe de l'O.R.A. -qui a été lui-même épisodiquement membre de ce parti-, le P.S.U. serait passé dans le "camp anti-révolutionnaire" alors même qu'il se proclame autogestionnaire et qu'il est l'une des organisations fondatrice du Centre de Liaison pour l'Autogestion Socialiste.

Voilà une affirmation bien catégorique et sans nuances !

Pour ceux qui constituent la "direction" de l'O.R.A., il est nécessaire de dénoncer tous ceux qui se réclament de l'Autogestion surtout parce qu'on reste persuadé que les anarchistes doivent en garder le monopole. Il y a donc de faux autogestionnaires et le P.S.U. serait de ceux là. Tout n'est pas aussi simple.

Mais il s'agit là d'une position d'"appareil" car, il faut le dire, jamais les militants de l'O.R.A. n'ont été consultés en quoi que ce soit pour que soit décidé une prise de position de cette organisation vis à vis du P.S.U.

Cela dit nettement, ce qui est interessant, c'est de savoir ce qui est utile et fondé dans cette argumentation de FRONT LIBERTAIRE. Nous allons l'analyser du mieux possible.

Le P.S.U. est effectivement un parti hétérogène. Il a regroupé ceux qui le considéraient comme une structure d'attente, il regroupe des militants chrétiens qui ont pris conscience des ambiguïtés de leurs positions au sein de l'Eglise, elle même en crise ; il a aussi rallié d'anciens sociaux-démocrates qui avaient mauvaise conscience au moment de la guerre d'Algérie. Il regroupe des jeunes sans formation idéologique "qui -comme le dit l'auteur de l'article- espéraient trouver un projet unifiant cohérent et une pratique révolutionnaire." Il n'a pu encore se débarasser de pratiques héritées de la sociale-démocratie. Et alors ?

Ceux qui comme nous connaissent bien le mouvement anarchiste et aussi l'auteur de l'article, trouveront curieux cette critique catégorique alors que notre propre courant a subi, lui aussi, et subit encore ces genres de contradictions à des degrés au moins aussi considérables. Ces constatations concernant le PSU nous permettent quant à nous d'affirmer que cette structure d'attente n'est pas inutile pour autant qu'il n'existe pas encore d'organisation révolutionnaire crédible et répondant aux aspirations des masses. Le Conseil National du P.S.U. auquel il est fait largement référence ici a d'ailleurs affirmé nettement que le PSU "n'est pas un but en soi." Celà est vrai et c'est aussi vrai de constater que le PSU regroupe souvent des militants qui ont des aspirations révolutionnaires et autogestionnaires et qui ne savent pas où aller surtout parce que le travail groupusculaire les rebute.

Il faut donc voir le P.S.U. tel qu'il est dans le contexte actuel, contexte au sein duquel les anarchistes révolutionnaires n'ont pas, non plus, été capables

d'émerger valablement.

Il est donc, pour le moins, téméraire d'écrire que le P.S.U. est "certainement le plus lamentable échec de construction d'une organisation socialiste non-réformiste", même si on peut mettre en avant des pratiques internes dont aucun groupe, fut-il anarchiste, ne s'est encore véritablement affranchi.

La suite de l'argumentation est plus sérieuse et repose sur des faits réels :

Le récent Conseil National du P.S.U. a adopté une résolution qui envisage un pacte défensif dit "anti-capitaliste" avec les partis signataires du Programme Commun. Cette option a même constitué l'essentiel des travaux du Conseil National. Est-ce à dire que le P.S.U. va tout bonnement rejoindre la coalition réformiste ? Cette démarche n'est pas -il faut honnêtement le constater- perçue ainsi par les militants qui l'ont approuvée. Ces militants ont cru qu'il s'agissait d'une position réaliste. De fait, le rapport de force ne peut jouer qu'en faveur de la Gauche traditionnelle et le P.S.U. a bien revendiqué un strapontin, non dans la perspective du Programme Commun mais dans l'éventualité d'un gouvernement de Gauche parvenu au pouvoir par les voies électorales. Certes, les conditions posées par le P.S.U. sont inacceptables par le P.C.F. et le P.S. et les dirigeants se servent de cet argument pour convaincre la base du caractère "bidon" de cette position. Comme il faut être plusieurs pour faire un pacte -"positif" selon "l'Humanité"- il faut prévoir que les discussions édulcoreront les positions du P.S.U. qui sera contraint de céder sur l'essentiel. La direction du P.S.U. sait celà et en accepte le risque.

Ce risque est grand car il existe des précédents. Le P.C.F. dès sa fondation comptait dans son sein nombre de tendances réformistes, un moment neutralisées par ce qui a été appelée la "bolchevisation" du Parti. Lorsque Staline prôna la tactique frontiste anti-fasciste d'unité avec les partis sociaux démocrates, les tendances réformistes furent ainsi libérées et la tendance n'a pas été inversée depuis.

Nous osons affirmer que les tendances réformistes qui existent au sein du P.S.U. profiteront de cette option pour affirmer leurs volontés d'unité avec la Gauche traditionnelle. Les attendus et considérants des résolutions du Conseil National seront oubliés.

Parallèlement, le P.S.U. affirme ses positions autogestionnaires et compte les approfondir et les développer. Cela répond profondément aux aspirations des militants de base, même s'ils ne sont pas encore très formés en ce domaine.

Peut-on conclure, comme le fait FRONT LIBERTAIRE, que l'Autogestion constitue une monnaie d'échange ?

Selon le rédacteur de l'article, la direction du P.S.U. tiendrait à la Gauche réformiste les propos suivants : "Vous nous intégrez et en échange vous n'aurez plus d'ennuis avec les partisans de l'Autogestion !".

Ce n'est pas du tout de celà qu'il s'agit.

Les dirigeants du P.C.F. ne sont pas assez naïfs pour croire que l'Autogestion serait enterrée par des maquignonages avec la direction du P.S.U. pour autant qu'elle s'inquiète beaucoup plus du caractère profond des luttes actuelles.

Quant au P.S., il accepte l'Autogestion et la renvoie aux calendes grecques parce qu'il fait une analyse parlementariste de ses perspectives.

La direction du P.S.U. s'en tient donc au manifeste du congrès de Toulouse qui envisage l'acte révolutionnaire et la prise de pouvoir par la Gauche réformiste comme deux hypothèses aussi crédibles l'une que l'autre. C'est pourquoi, le P.S.U. travaille autant avec les "gauchistes" qu'avec la Gauche classique.

La direction du P.S.U. qui a suivi et animé l'affaire LIP ne méconnait pas les directions autonomes des luttes actuelles. Elle croit seulement, que dans le cas d'une arrivée au pouvoir du P.C. et du P.S., elle pourra, par sa présence au sein du gouvernement dit "populaire" sauvegarder les chances de l'Autogestion.

Là aussi, il existe des précédents qu'il faut rechercher dans l'histoire du mouvement anarchiste. C'est bien, en effet, pour les mêmes raison que les anarcho-syndicalistes espagnols envoyèrent des ministres siéger au gouvernement bourgeois de Madrid pendant la guerre civile espagnole. Il ne servirent que de caution et n'empéchèrent pas la liquidation des collectivités ouvrières et paysannes. Le P.S.U. ferait sans doute de même.

On sait que le Conseil National du P.S.U. a invité les organisations fondatrices avec lui du Centre de Liaison pour l'Autogestion Socialiste à le rejoindre et que certains camarades des C.I.C. ont répondu positivement à cet appel pour aider à développer le courant autogestionnaire. Comment s'y prendront-ils ?

L'Alliance Marxiste Révolutionnaire envisage aussi, avec des délais, de rejoindre le P.S.U. en affirmant, sûre de la solidarité théorique de ses militants, qu'elle maintiendra le P.S.U. dans la voie révolutionnaire. A cet égard, les positions de l'A.M.R. qui revendiquent sur tous les tons "un gouvernement ouvrier" sous l'égide du P.C. et du P.S. baptisés "partis ouvriers" viennent curieusement renforcer le courant réformiste au sein du P.S.U. L'A.M.R. n'a pas encore en la matière abandonné -quoiqu'elle en dise- le vieux schéma trotskyste et ne se souvient pas comment Trotsky, lui même, stigmatisait la position des anarchistes espagnols en cette matière. Car la présence des radicaux de Gauche vient confirmer, s'il en était besoin la similitude de situation.

En adoptant cette stratégie, il n'est, certes pas exact que "le P.S.U.- ainsi qu'il est dit- vise à démanteler le courant autogestionnaire. Mais c'est ce qui risquerait, de fait, de se produire. Nos camarades du P.S.U. doivent en mesurer les dangers.

Mais le projet initial du C.L.A.S. demeure que cela plaise ou non aux uns ou aux autres.

Dans la perspective de la direction du P.S.U., il n'a vu le jour que sous la forme de vagues colloques, ainsi que le constate FRONT LIBERTAIRE. Mais cela est vite dit ! Il a aussi créé une dynamique à la base et il faut exploiter cette dynamique. C'est pourquoi, dénoncer le C.L.A.S. au lieu de le soutenir ne peut que faire le jeu des liquidateurs.

L'éditorialiste d'ACTION dit que l'idée initiale du C.L.A.S. concevait de réaliser le rassemblement des autogestionnaires par la création directe d'une nouvelle organisation.

"Mais celui-ci (le C.L.A.S.) s'est développé dans un sens différent qui faisait de lui le support d'un large mouvement pour l'autogestion socialiste, plutôt que d'une formation proprement politique".

Mais pourquoi donc ? Que s'est-il donc passé ? Là encore, il faut que la vérité soit dite.

Bien que nous attendions toujours la formule magique en ce domaine, il est évident que le C.L.A.S. a été et demeure une initiative de sommet et qu'il est difficile de surmonter cet handicap du jour au lendemain. Nous croyons pourtant qu'il est possible que les militants des organisations participantes tentent une pratique commune à la base et avec des inorganisés par le moyen de comités locaux, d'entreprise et de quartier. Il est possible aussi que ces comités de base se fédèrent entre eux au plan local, régional et national et que cela donne naissance à de nouvelles structures propres à dépasser celles des divers groupes ou partis partisans de l'Autogestion.

Tout ceci avait été formulé par les C.I.C. depuis longtemps.
C'était compter sans les "appareils" petits ou grands qui ont systématiquement refusé cette forme de construction de l'organisation dite de "type nouveau". A aucun moment, la formation des comités de base n'a été favorisée ou recommandée. Mieux, en ce qui concerne le P.S.U., la plupart des sections de province n'avaient jamais entendu parler du C.L.A.S. jusqu'à ces derniers temps sinon par quelques échos parus dans "Tribune Socialiste".

Aujourd'hui, on garde la volonté de conserver son caractère de cartel au mouvement qui continue à se cantonner à des colloques, fort utiles mais insuffisants. On prépare des assises où tout sera bien réglé afin de donner naissance à un nouveau mouvement aux contours aussi imprécis que le Mouvement de la Paix ou le Secours Populaire.

ACTION déclare :

" C'est pourquoi le P.S.U., en lançant un appel aux organisations fondatrices du C.L.A.S. a proposé que se réalise en son sein une première unification politique, pour que les forces révolutionnaires acquises à ce projet travaillent ensemble à la réalisation de notre objectif commun, la création d'un grand Parti du socialisme autogestionnaire."

Il faut ajouter que le Conseil National avait affirmé que le P.S.U. se remettrait en question "dans ses structures et ses modes d'intervention". Il n'en est plus question ici. C'est donc le P.S.U., avec ses contradictions, ses tendances diverses dont l'une est ultra-bolchevick adversaire de l'Autogestion et une autre est sociale-démocrate qui prétend devenir le Grand Parti de l'Autogestion.

Que chacun sache bien que T.A.C. n'est pas par principe opposée à cette fusion des forces autogestionnaires. Elle y travaille depuis de nombreuses années. Nous voudrions cependant qu'on nous explique comment le P.S.U. tel qu'il est pourrait devenir ce Grand Parti. La manière dont la "direction" aborde les problèmes du C.L.A.S. n'est, certes, pas faite pour nous convaincre.

Nous pensons, quant à nous que le projet initial du C.L.A.S. devra se réaliser.

Les directions bureaucratiques doivent savoir et comprendre qu'on ne peut impunément parler de l'Autogestion à tout propos et continuer une pratique qui nie l'autogestion elle même.

Les colloques du C.L.A.S. ont le mérite de faire réfléchir nombre de militants du P.S.U. et autres groupes.

Comment ne voit-on pas qu'on joue les apprentis sorciers et qu'on ne pourra pas indéfiniment tout noyauter, tout bloquer. Il faudra bien qu'un jour le problème des comités de base soit posé. Il faudra bien qu'on réalise qu'un mouvement basé sur le principe de la courroie de transmission du Parti tel qu'on veut nous l'imposer n'a rien à voir avec l'Autogestion.

Les luttes autonomes des travailleurs feront certes avancer un véritable courant autogestionnaire. Le problème de l'organisation politique autogestionnaire ne pourra pas être éludé longtemps et ceux qui tenteront d'empêcher qu'il se pose ne feront que se démasquer aux yeux de leurs propres militants.

P.S. - "L'Internationale" organe de l'A.M.R. appelle à former des comités de base. Croyez vous qu'il s'agit de comités du C.L.A.S. ? - NON. Il s'agit de comités pour soutenir un éventuel gouvernement P.C.-P.S.... Sans commentaires...

COMMUNIQUÉ

Un groupe de militants ayant participé à la création du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste s'est réuni à Paris le 7 Avril 1974.

Il condamne vigoureusement la décision de la D.P.N. du P.S.U. de soutenir la candidature de Mittérand et toutes tentatives de la part des représentants de la direction du P.S.U. et d'autres organisations d'impliquer la C.L.A.S. et le courant autogestionnaire dans ce soutien,

Mittérand n'est pas le candidat de l'Autogestion mais celui de la collaboration de classe.

Ces militants ont décidé de créer un Comité d'Action Révolutionnaire pour l'Autogestion Communiste ouvert à tous ceux qui désirent œuvrer dans le sens d'un regroupement basé sur les buts initiaux du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste :

— Constitution de Comités de Base pour l'Autogestion, liés aux luttes des travailleurs.

— Remise en question des structures des groupes ou partis fondateurs du C.L.A.S.

APPEL

Un certain nombre de groupes politiques et partis se réclament de l'AUTOGESTION et en font leur cheval de bataille.

Mais l'AUTOGESTION, c'est le SOCIALISME basé sur la propriété sociale des moyens de production, sur l'organisation du travail et la gestion directe par les travailleurs eux mêmes et la démocratie directe exercée par les citoyens eux mêmes.

Celà implique que la DELEGATION conçue et constamment réamenagée pour permettre le maximum d'interventions directes, n'est plus qu'un élément fonctionnel necessaire et non le fondement de la vie politique et syndicale comme elle l'est pratiquement actuellement.

Dans la periode actuelle, c'est la lutte autonome des travailleurs sous toutes les formes possibles, la mise en cause de l'organisation du travail, de la hierarchie, de toutes les structures de la société bourgeoise ou bureaucratique et de leur idéologie basée sur le principe de l'Autorité.

Depuis la Commune de Paris, les luttes des exploités qui ont débouché spontanément sur cette revendication de la gestion directe et de la démocratie directe ont été confisquées aux masses au nom d'un Etat ou d'un parti.

Il est donc clair qu'une stratégie politique est necessaire aux travailleurs afin que leurs luttes autonomes soient popularisées, coordonnées et qu'elles ne soient pas déviées de leurs buts.

Il faut donc une organisation politique qui puisse coordonner les luttes, les transposer au plan politique, analyser ce qui, au sein des luttes, va dans le sens de l'Autogestion et populariser au sein de l'opinion l'idée d'un Socialisme Autogestionnaire qui est à opposer aux solutions réformistes.

Celà signifie qu'il faut concevoir une organisation révolutionnaire de type nouveau qui rejette à la fois le schema leniniste de la « conscience exterieure » que des initiés sont censés apporter au prolétariat et le « spontanéisme » qui prétend que le mouvement spontané de la classe ouvrière et des autres couches éxploitées se suffit à lui même sans qu'il soit besoin d'une quelconque action au plan politique.

Cette organisation nouvelle doit, pour être efficace, en vue d'une stratégie autogestionnaire, se donner des structures correspondantes à ses buts et rejeter toutes les formes de substitution et toutes formes de mise en tutelle de la classe ouvrière, fonctionner de bas en haut, admettre et promouvoir en son sein la libre circulation des idées et des informations et opérer une synthèse de la lutte à tous les échelons.

Aucune perspective révolutionnaire n'éxistera sans un projet cohérent qui devra s'élaborer par une perpétuelle remise en cause des schèmas anciens ou actuels.

Il faut affirmer que cette organisation révolutionnaire, socialiste et autogestionnaire N'EXISTE PAS et qu'il faut la construire.

Aucune organisation ou groupe politique se réclamant de l'Autogestion ne possède les structures necessaires à cette construction.

C'est pourquoi, l'organisation révolutionnaire autogestionnaire ne pourra naître par une simple fusion de ces groupes, partis ou organisations ou par un simple ralliement à l'un d'eux, fût il nettement prépondérant.

Par contre, la future organisation devra regrouper tous tes courants se réclamant de l'Autogestion —ces courants n'épousant pas toujours les contours des groupes actuels—et aussi, des militants encore inorganisés ou agissant encore au sein de partis ou syndicats dits « traditionnels ».

Afin que l'impact des autogestionnaires soit assez important pour pouvoir rallier les travailleurs les plus militants, il convient d'abord de réaliser les conditions necessaires à leur regroupement pour une action commune.

De ce point de vue, la création du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste par le P.S.U., l'A.M.R., les C.I.C. et Objectif Socialiste est positive.

Positive est aussi la rédaction des 14 thèses du C.L.A.S. qui peuvent dès maintenant constituer la base d'une plateforme politique claire et cohérente commune à tous les partisans de l'Autogestion,

Cependant. malgré l'apport nouveau de militants chrétiens, il faut remarquer que le C.L.A.S. est encore loin de rassembler tous les courants se réclamant de l'Autogestion.

Si le C.L.A.S. pouvait constituer un premier noyau politique important, il n'est encore, dans la plus part des cas, qu'une initiative de SOMMET et un simple cartel d'organisations sans rapport avec le mouvement réel des masses et sans impact sur elles.

Ainsi qu'il avait été couvenu, le C.L.A.S. devait, dans une seconde phase de son developpement, aboutir à une remise en question des groupes le composant afin que la pratique commune aboutisse à la formation d'une seule organisation structurée à partir des groupes de base,

Il fallait donc que des comités de base se constituent rapidement dans tout le pays à l'initiative des militants membres des organisations signataires et aussi avec des syndicalistes. des inorganisés et d'autres courants qu'il est necessaire de rallier.

Bien peu de comitès de base ont vu le jour et le C.L.A.S. a surtout organisé des colloques et des réunions publiques qui, pour être NECESSAIRES n'en sont pas moins INSUFFISANTES.

Mieux, aucune organisation composant le C.L.A.S. n'a manifesté une réelle volonté de travailler à la base et en commun dans le sens d'un dépassement des structures.

Le P.S.U, a joué un role important, sans doute suffisant aux yeux de sa direction, au sein de luttes récentes, puisque le C.L.A.S. n'est jamais apparu en tant que tel, même à Besançon.

Le dernier Conseil National du P.S.U. devait inviter à l'Automne dernier les autres composantes du C.L.A.S. à entrer dans son sein sur le promesse de « remettre en question » les structures du Parti au prochain congrès. Il déclarait que le C.L.A.S. qui n'a jamais réellement éxisté dans les faits et à la base ètait « dépassé » et qu'il faut maintenant former un nouveau mouvement (le MAS) aux contours imprècis et veritable « eourroie de transmission » du P.S.U.

Cette initiative, avec comme seule garantie, un engagement verbal de « remise en question » des structures du parti. si elle a permis d'obtenir rapidement l'adhésion effective de quelques militants des C.I.C. et sans doute celle avec formes et délais de l'A.M.R., marquerait, s'il n'y avait aucune réaction, la fin du projet de construction autogestionnaire révolutionnaire à partir des justes conceptions qui avaient présidé à la naissance du C.L.A.S.

En effet, l'organisation autogestionnaire réelle ne pourra se construire et se developper qu'en fonction des luttes des masses et par des organes de base liés à ces luttes.

Aussi. parce qu'tls estiment qu'il faut tout mettre en œuvre pour que se construise réellement l'organisation autogestionnaire necessaire pour les luttes futures, des militants du C,L.A.S. qui n'ont pas accepté ce ralliement au P.S.U. dans les conditions actuelles appellent à constituer, par tout où celà sera possible et d'abord, nationalement et regionalement. des èquipes de travail ouvertes à tous ceux qui se réclament de l'Autogestion. organisès ou inorganisés, qui s'engageront à populariser. approfondir et surtout traduire dans les faits la plateforme constitués par les 14 thèses du C.L.A.S. et avant tout celles définissant les bases et principes de la future organisation révolutionnaire.

Dans l'immédiat, ces équipes se fixeraient les buts suivants ;

— Présence des comités de base aux assemblées du C.L.A.S.

— Constitution partout où celà sera possible de COMITÉS DE BASE du CLAS dans les entreprises, localités, quartiers (en ralliant en priorité **les travailleurs en lutte**, ceux qui mènent des actions de défense dans tel ou tel secteur, les militants syndicaux, les paysans travailleurs),

— Organisation de l'information des militants et de la confrontation des pratiques de luttes par l'édition d'un bulletin et coordination avec toutes les initiatives d'information déjà existantes.

— Coordination de l'activité des militants ouvriers, paysans et étudiants.

— Prises de position dans le sens de l'Autogestion et de l'autonomie des luttes sur les plans locaux et national. Soutien par tous moyens materiels aux luttes autonomes.

LE DEBAT CONTINUE

Tribune Anarchiste Communiste continue à recevoir de nombreux textes.

Ceux-ci, émanant de milieux anarchistes révolutionnaires pour la plupart, posent des problèmes fondamentaux et actuels, même s'ils ne proposent pas de solutions globales telles que nous pourrions le souhaiter.

LE SYNDICALISME ET L'ORGANISATION POLITIQUE D'AVANT-GARDE

Tel pourrait être le titre commun à ces textes et à notre réponse. Ils sont une introduction utile au numéro spécial que nous préparons et qui sera une anthologie de textes montrant le cheminement de la conception de l'organisation autogestionnaire que nous voulons construire.

L'ALLIANCE SYNDICALISTE NOUS ECRIT :

Voici des extraits d'un texte de camarades anarcho-syndicalistes qui tentent d'agir au sein des syndicats existants et surtout au sein de la C.F.D.T.

Le Communisme libertaire n'est pas une théorie. C'est un état de la société que nous cherchons tous à atteindre, les Anarcho-syndicalistes de l'Alliance s'efforçant d'être dans ce combat. Le principal problème des socialistes révolutionnaires (c'est à dire les bakouninistes), c'est le moyen . Ce qui pose deux questions fondamentales :

1) D'où vient la " conscience de classe " ?

2) La réponse à la première question étant trouvée, que faire ?

Historiquement, c'est la réponse à la première question qui détermine la coupure entre le courant socialiste révolutionnaire (Bakouninien) et le courant socialiste autoritaire (expression dans laquelle --- vous en serez d'accord avec nous --- le mot autoritaire concerne la question de l'état et non les divagations sur le caractère " autoritaire " de ce pauvre Karl Marx et de " tous les marxiens".).

Kautsky puis Lénine ont affirmé que la " conscience de classe " ne pouvait être apportée au prolétariat que de l'extérieur, par " la catégorie des intellectuels bourgeois passés au socialisme ". Les anarchistes pensent le contraire, et l'anarcho-syndicalisme le démontre (nous avons publié une série d'articles à ce sujet , " syndicalisme ou bolchevisme ", dans " Solidarité ouvrière " en 1972 /...

.../ c'est pourquoi, si nous étions en Ukraine en 1917, en milieu paysan , sans organisation de masse, nous ne serions par anarcho-syndicalistes, nous serions avec les anarchistes qui ont travaillé là-bas. Si nous étions dans un pays sous-développé, dominé par l'impérialisme, pratiquement sans classe ouvrière, si nous étions des intellectuels petits bourgeois et si --- ne cédant pas à la " tentation " du bolchevisme --- nous étions libertaires, nous tâcherions de construire le mouvement de masse. Pour ce faire, il

se pourrait que nous fassions alliance avec d'autres courants, et il est clair que nous tâcherions de les minoriser, de les "marginaliser", en prenant le contrôle de la presse du mouvement, en assurant nous seuls la formation, etc. Comme vous, nous n'avons ni faiblesse ni inquiétude intellectuelle vis à vis des "marxistes". Notre théorie, à l'inverse de ce qu'ils croient être la leur, n'ayant pas prétention ni vocation de tout expliquer, n'en est que plus scientifique. Notre pratique doit réduire leur influence sur le mouvement.

Voilà en gros l'optique qu'auraient les anarcho-syndicalistes, les militants de l'Alliance, s'ils étaient placés dans ces conditions.

Mais nous ne sommes pas dans ces conditions. Nous sommes dans un pays industriel développé où les travailleurs salariés sont la grande masse, et où le mouvement de masse, construit sur une base objective, sur une base de classe, existe. C'est le syndicalisme.

Notre divergence ne se situe donc pas avec vous au niveau des principes, mais au niveau de l'analyse de la situation sociale et économique présente. Vous n'avez pas vu le mouvement de masse. Vous ne semblez pas voir le processus d'internationalisation du capital et le développement des firmes multinationales qui font de l'internationalisme ouvrier non un principe humaniste mais une nécessité pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs. Les partis communistes ont une vision économique et politique globale de la terre, et les anarchistes en restent encore au pire au groupe local "affinitaire" et au mieux à l'organisation "spécifique" nationale. Nous n'avons qu'un ou deux siècles de retard...

Qu'on le veuille ou non, les syndicats en France regroupent la grande majorité des travailleurs les plus conscients sur la base de leurs intérêts immédiats et <u>donc</u> à long terme. Un mouvement de masse autogestionnaire -- dans lequel il y aurait des non salariés, ces fameux "intellectuels bourgeois passés au socialisme" -- ne pourrait être qu'un concurrent parmi d'autres du mouvement syndical, le seul massif à preuve du contraire à ne compter dans ses rangs que des salariés. Le travail des anarcho-syndicalistes, pour qui le séparatisme ouvrier est le fondement du socialisme, serait alors de le combattre.

Le mouvement syndical, mouvement de masse construit sur une base objective de classe, est celùi dans lequel les libertaires devraient se trouver comme l'eau dans l'eau. Ils ne devrait pas sombrer dans les plaisanteries sur "les syndicats qui sont <u>par nature</u> des organismes d'intégration du salariat". Cela fait bien dans les discussions pseudo théoriques pour intellectuels oisifs, mais près de 80% des travailleurs ressentent en-

core la syndicalisation comme un engagement important. En France, les syndicats ontencore une réputation "subversive". Le mouvement libertaire ne devrait pas tomber non plus dans la provocation qui consiste à opposer les syndicats aux "travailleurs". Tout le monde sait dans quel but certains voudraient voir les assemblées générales de travailleurs, manipulés parce que pas formés, pas formés parce que pas syndiqués, dicter la loi des "intellectuels bourgeois passés au socialisme" à la section syndicale composée des plus conscients et en tout cas des plus dévoués, des plus militants. Comme diraient les maoistes, "on ne fait pas d'ommelette sans casser des oeufs", et on ne casse pas de section syndicale sans faire le jeu du patron. Oui aux assemblées générales de travailleurs, si elles sont préparées par la section syndicale qui est à même de connaître le niveau et la température, connaissance nécessaire avant d'engager l'action. Les cas sont rarissimes où des assemblées générales ont eu lieu spontanément. Dans ces cas, la section syndicale n'a tout simplement pas fait son travail, et ses militants, qui ont vécu les problèmes en permanence, sont à même de faire déboucher ce "ras-le-bol" sur une action véritable. Ce n'est pas toujours facile, le "réformisme naturel" des syndicats ! Par exemple quand il faut entraver une action raciste "inspirée" par le patron...

Il y a un travail extraordinaire à faire dans le mouvement syndical, le mouvement de classe, vers la construction de ce que nous appelons l'organisation révolutionnaire de classe, assurant en permanence l'organisation des salariés sur la seule base objective possible : le critère de classe. On n'a que trop confondu dans nos milieux le critère de classe et les "idées socialistes". Il faut en finir avec la confusion.

Mais nous ne suffisons pas à la tâche. Des militants syndicalistes cèdent au découragement ou tombent dans les bras des autres, parce qu'ils n'ont pas été organisés par les libertaires, parce qu'ils ont rencontré des libertaires qui leur ont expliqué que "l'anarcho-syndicalisme ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui", qu'il fallait faire des "groupes ouvriers autonomes" (pour combattre General motors ou I.T.T., quelle dérision!), etc... au lieu de les organiser, de leur donner pour but de faire de l'organisation de classe celle qui, libérée des carcans des organisations de citoyens, s'assurera l'hégémonie sociale; au lieu de les former pour leur éviter de tomber dans les pièges du Parti (qui regroupe "les meilleurs militants, c'est pour ça qu'il dirige"...), du P.S. (avec les patrons "autogestionnaires"...), de la Ligue "pour la démocratie ouvrière, contre la démocratie syndicale", ou de l'organisation pour l'autogestion de la société par "les intellectuels bourgeois passés au socialisme".

Il est nécessaire de comprendre que l'anarcho-syndicalisme n'est pas une théorie différente du soi-disant "communisme libertaire". L'anarcho-syndicalisme, c'est la traduction du courant historique socialiste révolutionnaire ("bakouninien") dans les sociétés industrielles développées. C'est la théorie de classe du prolétariat de ces pays.

Comme vous, nous sommes partisans de l'unité, de l'homogénéité idéologique du mouvement anarchiste, en opposition avec la prétendue "synthèse", qui n'est que la confusion. Mais ce qui détermine les buts et les moyens de cette unité, ce sont les conditions objectives, économiques, des sociétés dans lesquelles nous vivons. Et c'est sur la mesure scientifique de ces conditions que nos divergences se situent apparemment, vous en conviendrez certainement. C'est donc là qu'il faut centrer le débat entre communistes libertaires, et non sur la question de savoir si on doit travailler avec les "méchants marxistes" ou non, cette question étant d'entrée résolue par l'application stricte du critère de classe : on peut travailler avec des salariés qui se disent marxistes parce que c'est la mode, ou par angoisse intellectuelle, ou parce qu'ils ne connaissent pas encore mieux; le seul problème est de savoir sur quelle base, pour quoi faire. Le problème ne se pose même plus dans une section syndicale, où ce sont les intérêts de classe qui sont en jeu, et où nous pouvons militer avec des syndiqués qui, à défaut d'autre chose, se disent marxistes.

☆

De nouveaux secteurs de lutte

☆

Tribune Anarchiste Communiste a reçu du groupe ORA de Grenoble un texte qui repond dans une large mesure à la lettre des anarcho syndicalistes.

TEXTE DU GROUPE O.R.A. DE STRASBOURG

I - LA QUESTION DES SYNDICATS

Le débat dure depuis si longtemps dans le mouvement révolutionnaire, sans qu'il ait été possible de trancher de façon satisfaisante, que nous devrions nous demander s'il ne s'agit pas d'un faux problème.

Choisir le syndicalisme, c'est risquer fort de s'engluer dans la revendication à la petite semaine et de se retrouver partie intégrante du système; rejeter le syndicalisme, c'est en dehors des luttes de période aigüe, se couper des travailleurs et finalement se contenter de théoriser au sein de sectes marginales.

Le syndicat est réformiste par définition - le syndicat dit révolutionnaire n'est révolutionnaire que par ses options socialistes à échéance plus ou moins lointaine et par la primauté accordée à l'action directe de la base; le syndicat dans sa pratique quotidienne ne peut travailler qu'à partir de la revendication, qui elle au départ est essentiellement réformiste. En refusant la pratique revendicatrice et en préconisant la lutte révolutionnaire sans compromissions avec l'ennemi de classe, il cesse d'être syndicat pour devenir organisation politique plus ou moins groupusculaire.

En réalité, c'est la formation idéologique des syndicalistes qui détermine le degré d'âpreté des luttes impulsées ou soutenues par tel ou tel syndicat. Les meilleurs combattants sur le terrain sont ceux qui sont formés politiquement, en d'autres termes, ceux qui inscrivent leur lutte particulière dans une stratégie révolutionnaire d'ensemble.

L'erreur de l'ultra gauche consiste à combattre l'organisation syndicale sous prétexte qu'elle ne peut être que réformiste, et cela en tant que règle fixe et absolue. Cela revient à se couper des préocupations quotidiennes des travailleurs et à se priver de toute audience réelle dans les luttes sociales. Or, s'il est nécessaire de tenter de déborder l'organisation syndicale, cela doit et peut se faire de l'intérieur comme de l'extérieur selon les circonstances.

L'exemple de Lip est éloquent. Les groupes révolutionnaires n'ont joué qu'un rôle subordonné au dynamisme de la section CFDT qui, par la valeur de ses militants, s'est révélée en mesure d'impulser la lutte, encore que l'audace et l'imagination pouvaient aller plus loin. Ceci ne retirera rien, au rôle indispensable du comité d'action. Mais cet exemple est éloquent à un autre titre, car il illustre parfaitement un point essentiel : c'est en situation de conflit que la plupart des travailleurs prennent conscience dela réalité brutale de la lutte de classes, mais ce conflit lui même ne prend naissance qu'à partir de la revendication - d'où l'importance de ce que nous appelons la dynamique revendicative qui, par réaction en chaine, et à condition de ne pas être brisée par les bureaucraties syndicales, est seule en mesure de provoquer la crise aigüe du système.

Le processus révolutionnaire n'a pas d'autre point de départ, encore faut-il que l'adversaire commette quelque gaffe magistrale (réaction trop brutale dans telle ou telle circonstance qui soude le front ouvrier au lieu de le démolir ou l'affaiblir, déclarations intempestives qui jettent de l'huile sur le feu, intransigeance et refus de négocier,...). Dans la mesure où l'adversaire sait céder sur des points secondaires pour préserver l'essentiel, la menace révolutionnaire cède le pas à la négociation et les bureaucraties syndicales recouvrent leur fonction de conciliateurs et de

"partenaires sociaux".

Si ce qui précède est juste, l'on peut dire qu'il est absurde de tirer sur ses propres "troupes de couverture" sous prétexte qu'elles trahiront à la première occasion. Il faut au contraire s'efforcer de les placer en situation de conflit, le dos au mur, sans possibilité de recul. Et cela, c'est le rôle des comités d'action ou de grève qui eux s'appuient en permanence sur les assemblées générales et qui doivent comprendre dans toute la mesure du possible les militants syndicaux les plus valables de l'endroit.

Que nous le voulions ou non, que cela nous plaise ou non, les syndicats, en tant qu'organismes de classe, constituent la pièce maitresse dans le dispositif du mouvement ouvrier. Il reste à savoir dans quelle mesure ils sont aptes à tenir cette position. C'est à partir du raisonnement qui précède que nous condamnons a priori une centrale comme Force Ouvrière qui proclame à tout vent sa vocation réformiste et apolitique - tout en admettant que des tendances révolutionnaires peuvent à l'intérieur de cette confédération tenter de redresser la barre. La direction de la CGT nous paraît trop solidement tenue en mains par l'appareil du PC pour avoir quelque chanced'influer sur sa ligne directrice autrement que de l'extérieur, encore qu'un travail à la base est toujours positif à la CGT comme à FO.

Cependant il est toujours hasardeux de jeter des exclusives. L'orientation d'une confédération est loin de refléter l'état d'esprit de toutes les sections. Les travailleurs jugent d'un syndicat selon la tendance des militants sur place :

- soit à s'installer confortablement dans les fonctions de collaboration avec la Direction;
- soit à accentuer la pression revendicative malgré les manoeuvres d'intimidation de cette Direction.

Ces deux tendances coexistent souvent à travers deux institutions d'esprit contraire, les délégués du personnel symbolisant l'antagonisme fondamental entre les intérêts des travailleurs et le patronat. Par contre, les comités d'entreprise se veulent à vocation cogestionnaire et illustrent parfaitement l'escroquerie de la formule de cogestion : les attributions théoriqu es de ces comités recouvrent une réalité plus sordide, le patronat leur jette comme os à ronger les sommes parfois importantes du "budget social" et quelque présence symbolique au conseil d'administration. Impressionnés par la technique comptable les militants se trouvent invités à joindre leurs efforts à ceux de la Direction pour une meilleure rentabilité ou expansion de l'entreprise. Si les délégués du personnel mettent quelque mollesse à remplir leur fonction, ils peuvent être jugés par les travailleurs en conséquence.. Les syndicalistes des comités d'entreprise sont au contraire pris au piège et, sans formation politique, sont condamnés à la collaboration de classe, mais peuvent difficilement être sanctionnés par les travailleurs puisque le CE n'a pas d'autre objet.

Ceci explique l'implantation de la CGT fournie en militants politisés qui, s'ils collaborent souvent, le font en référence à une tactique d'ensemble et constituent de durs interlocuteurs face au patronat; alors que les militants de la CFDT sont souvent des apolitiques de bonne volonté qui se mesurent à des qualités purement individuelles.

Si les travailleurs jugent un syndicat selon la tendance des militants sur place, il ne faut pourtant pas conclure que la grande masse non syndicalisée est gauchiste par opposition à la politique collaborationniste des syndicats, lesquels vont trop souvent jusqu'à devenir des auxiliaires de la gestion capitaliste. La vérité est beaucoup plus complexe. La plupart des non-syndiqués cherchent un prétexte dans la critique du syndicat pour jus-

tifier leur trahison individualiste des intérêts de classe; comme d'ailleurs la plupart des syndiqués ne le sont que lorsque cela ne présente aucun risque. Les rapports de production capitaliste sont des rapports d'exploitation et donc des rapports de force : on ne loue sa force de travail que par la contrainte, cette contrainte est génératrice de peur (la répression patronale est une réalité de chaque jour; sait-on ce qu'il faut de courage à un père de famille pour affronter le patron sur des positions de classe). L'ouvrier n'oublie cette peur qu'en faisant bloc avec sa classe mais ce bloc n'est possible que dans l'action sur une revendication précise. Le rôle dynamique des militants syndicaux apparaît donc indispensable à la condition qu'ils soient travaillés en permanence par les révolutionnaires et éperonnés par les comités d'action au cours des luttes.

Le gros problème est celui de la CFDT. La position ambigüe de l'appareil confédéral, reflète parfaitement celle de la base comme celle des cadres à tous les niveaux. L'on y retrouve également toute l'ambigüité du "socialisme démocratique" du PS et du PSU, avec en plus ici et là quelques tentations libertaires.

I - il y a une dizaine d'années, les révolutionnaires pouvaient bien parler de communisme libertaire ou de conseillisme, une révolution en France pouvait difficilement échapper à la récupération par le PC. Aujourd'hui, pour nombre de raisons, dont entre autres l'évolution de la CFDT, les jeux ne sont plus faits d'avance.

II - si la position de la CFDT est ambigüe sur des questions que nous considérons au coeur du problème (l'impulsion des luttes par la base / primauté de l'encadrement syndical et méfiance des organismes surgis spontanément hors du cadre syndical - socialisme autogestionnaire / reconnaissance du pouvoir politique d'Etat - etc), cela veut dire aussi qu'elle évoluera dans un sens ou dans l'autre; ou elle s'intégrera dans une politique d'ensemble basée sur le programme commun - ou elle poursuivra son évolution dans le sens d'une définition cohérente du socialisme autogestionnaire.

Comment pouvons-nous prétendre que cela ne nous concerne pas ? Si l'on peut effectivement mettre n'importe quoi derrière la formule d'autogestion, encore qu'il soit facile de démontrer que les différentes interprétations relèvent non de l'autogestion mais de la cogestion (responsabilité de la gestion partagée par le Patronat ou l'Etat et les représentants des travailleurs), il est pratiquement impossible d'aboutir à un projet socialiste autogestionnaire cohérent et fidèle au principe d'autogestion, pour autant que les mots aient un sens, qui ne ressemble pas comme un frère au conseillisme (pouvoir des conseils ouvriers) lui-même cousin germain de ce que l'on a appelé le socialisme libertaire. Il y a peu de temps encore, Marchais ne s'y trompait pas qui voyait dans l'autogestion une idée anarchiste.

II - UN REGROUPEMENT VERITABLE SUR UNE PLATE-FORME COMMUNE

La prise de conscience révolutionnaire ne se fera plus à notre époque à coups de formules aussi communistes libertaires ou anarchistes soient-elles. Elle se fera sur la foi d'un projet révolutionnaire crédible, et cela toutes les organisations le savent qui mobilisent leurs grosses têtes pour tenter de définir ce que recouvre la notion d'autogestion. Le P.C.lui-même, sentant le scepticisme que suscite son projet étatiste, se penche sur le problème. Gageons qu'il trouvera aussi quelques formules creuses sur les pouvoirs qui seront exercés par les travailleurs sous la férule de l'Etat socialiste ou pré-socialiste, et le danger est justement que ces pseudo pouvoirs, qui seront détenus en fait par les cadres syndicaux et politiques, ne finissent par séduire l'encadrement de la CFDT.

Il faudrait aussi que nous puissions répondre clairement sur des questions précises : - les conseils d'entreprise structurés verticalement et horizontalement selon le shéma fédéraliste nous font déboucher sur une coor-

dination à tous les niveaux (locale, régionale, nationale) - coordination par industrie et inter-industrie. Il faut préciser alors si le conseil inter-industrie local (représentant toutes les activités profesionnelles de l'endroit) est astreint à l'administration de la communauté urbaine (organisation des circuits de distribution, habitat, santé, enseignement, etc) ou si, au contraire, les populations sont invitées à gérer elles-mêmes les communes à partir des conseils de quartier, ce qui veut dire plus ou moins le maintien du cadre municipal actuel et des rivalités politiques pour la conquête du pouvoir. Dans le premier cas, le conseil inter-industrie représente bien une sorte de dictature des travailleurs, dans le second, le shéma de la démocratie politique est réintroduit avec toutes ses conséquences.

Une parenthèse est ici nécessaire : nous considérons le rôle des formations politiques indispensable , mais nous concevons celles-ci comme des centres de réflexion et d'élaboration théorique à qui il revient de proposer des solutions, des lignes tactiques et stratégiques par un travail de prosélytisme et de propagande (dans le sens de propager ses idées, les diffuser) mais non d'exercer un pouvoir en tant que tel.

Si nous ne nous intitulons pas conseillistes, c'est parce que le conseil est un moyen d'arriver à l'auto-organisation des travailleurs et rien d'autre. Le conseil peut par lui-même déboucher sur n'importe quoi, sans exclure la collaboration de classe, le maintien de privilèges particulier à l'entreprise ou à l'industrie au détriment de la collectivité, le racisme, la xénophobie, le nationalisme, etc. La lutte d'influence au sein des assemblées générales et des conseils ne peut se faire qu'à partir d'une vision politique seule en mesure de replacer un problème particulier dans une vision d'ensemble, d'impulser son propre combat dans une direction donnée.

La différence avec la démocratie politique, réside dans le fait de notre conception du socialisme conseilliste ou auto-gestionnaire, les partis ne reçoivent pas de mandat pour exercer un pouvoir, ou en d'autres termes, les populations ne sont plus appelées à leur faire confiance pour l'application d'un programme, ce qui tendrait inévitablement à recréer un pouvoir politique disputé par ces mêmes partis. Mais au contraire, les solutions proposées, par les formations politiques ou autres sont mises en discussion, analysées, comparées et le plus souvent synthétisées, et deviennent après adoption la décision des travailleurs eux-mêmes. Les représentants de ces derniers ne sont plus ceux des partis mais l'expression contrôlée en permanence de la propre volonté des travailleurs.

Il est bien évident que le problème central qui est posé dans le débat sur l'autogestion est la nature même de la médiation politique (entre l'intérêt particulier et l'intérêt général), ou elle s'exerce directement par les partis, et il n'y a évitablepent reconstruction de l'autorité gouvernementale, ou elle s'exerce indirectement à travers les conseils, et il y a pouvoir direct des travailleurs.

Quoi qu'il en soit, il est clair qu'un nouvel appareil administratif coordonné à tous les niveaux est mis en place, qu'il soit baptisé ou non Etat n'est pas la question, la question est de résoudre le problème de la planification de la production, de la distribution et de tous les services sociaux en utilisant les données des conseils d'industrie et d'inter-industrie par une double démarche aller et retour (avouons qu'il serait temps de relire Proudhon si critiqué pour son "Principe Fédératif" qui reconnaissait, après l'avoir niée, la nécéssité d'un Etat qui ne serait plus l'Etat politique, esquissant les bases d'une organisation sociale non-autoritaire). Il est possible que le niveau actuel de l'informatique puisse résoudre sans trop de difficultés. L'organisation reste pourtant à préciser à partir non de structures shématiques idéales, mais de la société d'aujourd'hui.

Sans aller plus loin, de graves objections s'élèvent. En quoi cet "Etat conseilliste" nous garantit-il contre l'érection de castes dirigeantes

(membres des conseils à tous les niveaux) ? Le simple militantisme dans une organisation syndicale nous apprend au moins que c'est la base elle-même qui, par sa démission fabrique les bureaucrates et les bonzes (et dans ce cas précis la fonction crée l'organe), et non les statuts fédéralistes des syndicats, -et inversement, comment une entreprise peut-elle être viable économiquement si le conseil de gestion ne cesse de craindre de prendre des mesures impopulaires telle l'élimination du parasitisme.

L'on peut certes tabler sur l'information approfondie devenue indispensable aux travailleurs pour juger des décisions à prendre dans tous les domaines, sur l'auto-discipline, sur l'intérêt retrouvé avec la dignité du travailleur dans une entreprise communautaire; sur le contrôle permanent du comité de gestion d'une part par le conseil ouvrier, d'autre part par les assemblées générales des travailleurs, etc. Mais tout cela reste peu convaincant si ce n'est assorti de l'égalité économique. Seule celle-ci est en mesure d'empêcher la formation de nouvelles classes privilégiées; est en mesure de promouvoir de nouvelles valeurs, un nouveau comportement humain, une nouvelle morale communautaire, mais il importe que l'égalité économique ne soit pas retardée, reportée après la "période de transition", car alors, c'est une deuxième révolution qui se révèlerait nécessaire pour briser la résistance de la bourgeoisie rouge ou "noire et rouge".

Ces dernières questions appellent de nombreux développements. Nous ne sommes certes pas en mesure par nos seuls moyens de présenter un projet autogestionnaire dans toutes son ampleur; et cela n'aurait d'ailleurs que peu d'intérêt. Ces réflexions et bien d'autres ne peuvent qu'amorcer un débat. Néanmoins état traditionnel et gouvernement étant généralement confondus par la mentalité collective, il conviendrait de maintenir fermement comme revendication constante l'abolition de l'état.

Nous suggérons que tout le mouvement anarchiste communiste travaille de concert sur cette question et tente de mettre au point une plate-forme acceptable par toutes nos organisations, et qui traite à la fois du projet autogestionnaire et de notre insertion dans le mouvement révolutionnaire, sans exclure une analyse indispensable de l'état et des partis politiques mais également de l'état moderne -régulateur de l'économie-. Plate-forme qui deviendrait notre ligne stratégique commune et qui permettrait d'engager le débat avec les organisations locales et départementales de la CFDT. Si l'entreprise est difficile, elle n'est pas irréalisable. L'enjeu est considérable puisqu'en fait c'est à partir d'une telle plate-forme de base que notre mouvement reprendrait son poids politique réel. A défaut nous ne pourrons que construire des mini-partis qui s'étoufferont de leurs propres contradictions, précisément parce que cette plate-forme théorique en prise sur le monde d'aujourd'hui est encore à élaborer.

Mais l'intérêt d'une telle hypothèse de travail serait aussi de poser le regroupement tant souhaité des anarchistes communistes ou communistes libertaires sur des bases saines et fécondes, et non de le faire dépendre de négociations laborieuses et difficilement concluantes.

COMMENTAIRES DE T.A.C.

Le problème du syndicalisme soulevé ici et le problème de ses rapports en tant qu'organisation de masse avec une quelconque organisation politique dite "spécifique" ou d'avant-garde est actuel et pourrait à lui seul constituer un numero spécial de T.AC. Nous nous y consacrerons dans quelque temps.

Soulignons d'emblée un point important :

Tous les textes cités partent de l'hypothèse de l'existence d'un mouvement anarchiste ou communiste libertaire qui jouerait un rôle primordial au sein des luttes et dans la vie politique. Ce point de vue fausse tout lereste. Nous disons une fois de plus que dans le domaine politique et même syndical, l'Anarchisme considéré d'une manière globale, "spécifique" est mort historiquement.

Ce qui, par contre, est necessaire, et c'est celà le sens de la démarche de T.A.C. c'est l'apport idéologique et pratique de l'Anarchisme révolutionnaire dans la construction du mouvement révolutionnaire en général et de l'organisation révolutionnaire autogestionnaire necessaire. Considéréssous cet angle, les propos des camarades cités ici sont un apport interessant.

Précisons que si nous savons que le mouvement révolutionnaire de demain ne sera pas spécifiquement anarchiste, nous oeuvrons pour qu'il le soit le plus possible, non au plan de l'étiquette, de l'appellation, mais dans les principes et les options.

Lorsque les camarades de l'Alliance Syndicaliste parlent de l'Anarcho-syndicalisme et qu'il s'en réclament, nous nous demandons s'ils savent exactement de quoi ils parlent. Nous posons essentiellement cette question parce qu'ils semblent estimer que l'Anarcho-syndicalisme constitue l'expression moderne du bakouninisme. Or, et sur ce plan, les camarades de Strasbourg ont raison, les théories de Bakounine sont essentiellement "avant-gardistes" dans un sens, certes, different du léninisme, mais "avant-gardiste" tout de même. C'est d'ailleurs ce que la plupart des anarchistes semblent ignorer et en tout premier lieu ceux qui se calquent sur le schéma espagnol.

Selon l'Alliance Syndicaliste, une attitude purement anarchiste était défendable en Ukraine en 1917 mais c'est l'attitude anarcho-syndicaliste qui correspond aux réalités actuelles en France et dans les pays industrialisés.

Comme il faut savoir de quoi on parle, l'anarcho-syndicalisme est un dérivé de ce qui a été appelé le syndicalisme révolutionnaire, théorie qui eut son point culminant entre 1890 et 1914 et qui consistait à considérer le syndicat comme l'organisation unique de la lutte des exploités sur tous les plans, même politique et qui niait l'utilité de toute organisation politique exterieure à ses propres structures. L'anarcho-syndicalisme poursuit les mêmes buts bien qu'il admette un rôle éducatif dévolu au groupes idéologiques et essentiellement aux groupes anarchistes. Mais c'est le syndicat qui doit rester maître de la stratégie révolutionnaire et qui prend en main, au moment de l'acte révolutionnaire, les structures de la société réalisant à travers ses propres modes d'organisation l'organisation de la production. C'est alors qu'on admet -selon Pierre Besnard- que le groupe idéologique doit prendre en main l'administration au sein de la société communiste libertaire.

Nous sommes en désaccord avec ces points de vue pour deux raisons :

1°- Dans la periode de lutte, il existe une contradiction entre les revendications immédiates (quantitatives) et les revendications globales (qualitatives). Le syndicalisme n'a jamais pû résoudre cette contradiction : Il ne peut se suffire à lui même. Celà exigerait un long developpement.

2°- L'autogestion espagnole a fonctionné selon les principes énoncés plus haut, à savoir que la gestion directe s'est exercée par l'intermédiaire des structures syndicales alors que le syndicat assumait aussi les tâches politiques. Le groupe idéologique a tenté d'assumer des rôles administratifs qui l'ont vite transformé en parti de type étatique.

Pour notre part, nous pensons que la gestion doit être assurée par les travailleurs directement au sein de leurs conseils élus et non par l'intermédiaire d'une organisation syndicale à laquelle ils ne sont pas obligés d'adhérer et qui assume des tâches politiques distinctes. Pour notre part, nous ne savons pas encore nettement s'il y avait en Espagne, gestion "directe" par les travailleurs eux mêmes, ou gestion par les comités syndicaux. C'est aussi un débat à poursuivre.

Il s'en suit qu'au contraire, en Ukraine, avec la makhnovtchina, il y avait gestion directe et démocratie directe par le moyen de structures autonomes.

Ces précisions apportées, il est bien clair que l'anarcho-syndicalisme n'a rien à voir avec les problèmes posés par les camarades de l'Alliance Syndicaliste.

S'ils nous disent qu'en tant que révolutionnaires partisans de l'Autogestion, ils militent au sein de la C.F.D.T. parce que ce syndicat est le seul mouvement de masse qui prone l'Autogestion, nous les approuverons. Mais ils nous disent aussi que les syndicats, en général, sont les seuls mouvements de masse. De ce fait, il serait faux d'agir comme nos camarades ukrainiens et de tenter de créer d'autres mouvements de masse. Celà serait vrai pour autant qu'on admettrait qu'effectivement tout peut être règlé par le syndicat. Il existe aujourd'hui des formes nouvelles de luttes sur d'autres plans que le syndicalisme, celà paraît évident.

Il est tout aussi faux de ne pas vouloir voir le rôle que peuvent jouer les syndicats comme le font certains groupes que de faire le raisonnement inverse. Il faut être présent au sein de toutes les formes organisationnelles que les travailleurs se donnent eux mêmes et c'est tout.

Il est pourtant important de militer à la C.F.DT pour les raisons énoncées ici et d'autres encore. Mais la C.F.D.T qui est la seule organisation autogestionnaire crédible n'a jamais prétendu qu'elle devait assumer en société socialiste la charge de la production. Ici, encore, rien à voir avec l'anarcho-syndicalisme.

Pratiquement, nos camarades de l'Alliance Syndicaliste se conduisent comme un groupe idéologique au sein des syndicats et il est dommage qu'ils fassent cavalier seul parce qu'ils restent attachés à un schéma qui ne correspond à rien.

De ce point de vue, le texte du groupe de Strasbourg nous semble trés constructif et pose réellement les problèmes de fond.

Strasbourg voit aussi assez bien le rôle de l'organisation idéologique et politique. Mais les définitions qui sont données doivent concerner l'organisation autogestionnaire future et non plus le seul courant anarchiste qui, même s'il constitue un Front libertaire sera loin d'être capable d'assumer les tâches définies ici.

Nous nous demandons d'ailleurs pourquoi il faudrait regrouper seulement les communistes libertaires alors que ces options sont partagées par bien d'autres. Ces clivages sont largement dépassés dans le contexte actuel.

FIN D'UN DEBAT SUR LE REALISME POLITIQUE

Lettre de Grenoble

Nos camarades de l'O.R.A. de GRENOBLE nous envoient une mise au point faisant suite à notre dernier numéro.

Nous publions ici leur texte ainsi que notre réponse qui, à notre sens, est DEFINITIVE. Tout est dit ici et la polémique est, pour nous, CLOSE, comme elle devra être close aussi avec le mouvement anarchiste en général. Nous ne voyons pas, pour notre part, ce que nous pourrions ajouter de valable à ce qui est dit ici, sinon des querelles bysanthines n'ayant plus d'intérêt pour nos lecteurs.

--*-*-*-*-*

GRENOBLE le 2.2.74

GROUPE COMMUNISTE
LIBERTAIRE
à
T.A.C.

LEVER L'EQUIVOQUE.....

Camarades,

Soit nos textes sont à un tel point confus qu'ils ne vous laissent guère la possibilité de les interprêter dans la plus grande confusion, soit ils ne le sont pas, et la principale cause des interprétations erronées que vous en tirez est alors à rechercher dans votre empressement de nous voir amalgamer au courant mouvant, flou et "autogestionnaire" auquel vous vous rattachez.

La 2ème hypothèse nous semble la bonne encore qu'il puisse toujours exister une certaine incompréhension au niveau des mots. Mais jamais cela ne peut aller jusqu'à masquer le contenu de tout un développement aux options politiques et stratégiques que nous avons voulues claires.

Voici donc quelques explications.

QUE SIGNIFIE "ROMPRE L'ISOLEMENT GAUCHISTE

La rupture avec ce carcan est un des trois critères fondamentaux sur lesquels doit s'axer la dynamique que nous avons voulue lancer.

Les militants de l'ORA et de l'OCL, insérés dans divers fronts de lutte (front ouvrier, quartier, école, anti-militarisme) réalisent déjà cette rupture en ne cessant jamais d'appartenir au milieu duquel ils agissent. Ils ne sont jamais les "représentants des masses", en dehors des fronts où ils sont impliqués, et lorsqu'ils ne sont pas délégués directement par leur lieu de travail et de vie. Ils renforcent ainsi de fait les tendances (qui naissent de la lutte) des Travailleurs et des masses à prendre leurs affaires en mains.

Il en va tout autrement de ceux qui à un niveau ou à un autre "représentent" les travailleurs ou se reconnaissent les seuls porteurs des intérêts historiques du Prolétariat. Nous rangeons parmi ceux-là ; vos interlocuteurs valables que sont le PSU et l'AMR qui ne font jamais que plaquer un vocabulaire nouveau à la vieille doctrine léniniste sur la question du parti notamment.

Ce n'est pas à partir de critères idéologiques que se réalise l'aspiration à l'auto-gestion, mais au contraire sur la base des actions menées sur les lieux de travail et de vie ou localement à partir des problèmes vécus. Dans leur insertion dans les luttes, les révolutionnaires ont pour tâche d'appuyer ces tendances, favoriser l'UNITE et l'AUTONOMIE PROLETARIENNES, et à oeuvrer ainsi à la création de groupes autonomes locaux ou de boites...voire d'insérer ceux-ci dans une stratégie qui romprait avec la division bourgeoise : usine/cadre de vie.

Ces groupes au risque de se renier doivent sans cesse confronter la théorisation de leur pratique au mouvement réel de la classe. Cette confrontation doit notamment leur permettre, tout en posant le problème de la Révolution Socialiste, de la lutte contre le réformisme, de n'être qu'un pas en avant de la classe, en s'interdisant par là tout monopole de direction des luttes.

Ils n'existent (sous l'impulsion des révolutionnaires) en tant qu'avant-gardes qu'autant qu'ils favorisent le développement des luttes autonomes du prolétariat et la prise en mains de leurs affaires par l'ensemble des travailleurs et des gens concernés.

Voilà dans quel sens nous comprenions la "rupture avec l'isolement gauchiste". Celà n'est d'ailleurs pas contradictoire avec les interventions de révolutionnaires sur des thèmes globaux, que nous concevons comme appui aux actions engagées dans les divers fronts de luttes.

L'AMALGAME

Tout autre sont les conclusions que vous tirez de nos conceptions. Et si nous sommes d'accord avec vous pour affirmer qu'il ne suffit pas "d'additionner des communistes-libertaires", pour rompre l'isolement, nous ne vous suivons plus lorsque vous voulez oeuvrer au "rassemblement de tous les autogestionnaires".

Vous en arrivez même, dans votre empressement, à vouloir nous proposer d'apporter "un soutien critique à la CFDT", alors qu'en tant qu'appareil lié à des mécanismes de maintien de la paix sociale et d'intégration des travailleurs, elles est par essence réformiste (voir plus loin pour le programme autogestionnaire qu'elle défend)

Dépasser le cadre étroit du "mouvement anarchiste" ou abandonner toute référence à ce "label", n'a jamais signifié pour nous BRADER L'AUTONOMIE OUVRIERE, la capacité politique des travailleurs à organiser sur leur base de CLASSE, leur combat pour la Révolution Communiste. C'est au contraire la renforcer que de dénoncer les mystifications dont la classe pourrait être encore victimes.

Et le CLAS reposant sur le seul critère idéologique de l'"autogestion", rassemblant des groupes ou partis ne reconnaissant pas précisément cette capacité (thèses X et XI), nait de rencontres d'états-majors de la politique, ne pourra jamais être un instrument d'auto-émancipation de la classe. Car ce que les léninistes (de quelques sectes qu'ils soient) ou les socialo-modernistes n'ont pas compris, c'est que : le PROLETARIAT NE SE CHERCHE PAS UNE NOUVELLE DIRECTION POLITIQUE PLUS ECLAIREE QUE LES PRECEDENTES(et QUI ONT FAILLI)-pas même sous le vocable "d'autogestionnaire"-. Celà signifie en clair que la révolution à venir sera l'oeuvre consciente des travailleurs organisés sur leur base de classe, et ou se réalisera l'unité et l'autonomie prolétariennes.

Les représentants éclairés du prolétariat ou ceux qui aspirent à conquérir l'hégémonie dans la classe en l'amenant notamment à se reconnaitre dans leur programme (éventuellement autogestionnaire) risquent de se retrouvé plus vite que

prévu dans les décombres de l'histoire. Car la révolution en marche, si elle veut triompher, aura aussi à écraser les formes anciennes du mouvement ouvrier (division partis/syndicats) liés à la période d'expansion du Capitalisme.

La conscience autonome qui se forge aujourd'hui dans les luttes dirigées contre un capitalisme "avancé" et en déclin est l'amorce d'un nouveau mouvement ouvrier à la conquête de son autonomie, et partant de son pouvoir.

Et vous voudriez que nous collaborions avec des groupes ou partis qui n'ont mêmes pas envisagés sérieusement le problème de leur destruction par le prolétariat, sous prétexte qu'il nous faut dépasser le "cadre étriqué de nos sigles" ?

C'est du frontisme, du tout petit frontisme, mais du frontisme quand même camarades. Car à part le PC (qui est logique avec lui-même) qui ne se reconnaitrait-il pas dans cette soupe d'anguille que constitue "le courant autogestionnaire", alors que jamais la question préjudicielle n'a été posé avec clarté : le PSU, l'AMR, la CFDT, le Front progressiste, (?) le CLAS envisagent-ils l'autogestion dans une économie où règnerait la loi de la valeur d'échange, de l'accumulation capitaliste, et du SALARIAT.

Ces partis, syndicats et mouvements voient-ils l'application de leurs principes autogestionnaires dans une économie qui ne serait pas communiste ? Comme aucune des thèses officielles du CLAS, pas plus que celles du PSU, de l'AMR ou de la CFDT ne soulèvent de problème fondamental, force nous est de chercher certaines explications ailleurs.

Ainsi E.MAIRE déclarait dans le "POINT" du 27 Aout. "Je peux vous dire que l'Autogestion n'est pas la suppression du capital, c'est la suppression du lien entre la possession du capital et le pouvoir sur les hommes et les choses..." L'autogestion n'est pas la suppression du marché, c'est simplement le fait que le marché s'inscrit sans le cadre d'une planification.... Ce n'est pas la suppression de l'autorité qui ne vient plus du capital, mais des travailleurs et des citoyens....Voilà. Ou encore comme ROCARD, au cours d'une session organisée par la VIE NOUVELLE pour qui l'Etat conservera en outre le droit d'émettre la monnaie, de réaliser la planification et les tâches de défense, dans une autogestion progressive et qui ne se fera pas "contre 48% des français" (?) (Le Monde du 29.1.74)

Dans les textes officiels de ces mouvements on prend soin évidemment de signaler que l'"autogestion sociale" n'est possible que par l'appropriation collective des moyens de production et d'échanges. Comme si l'histoire ne nous avait pas suffisamment démontré qu'il ne suffisait pas d'abolir la propriété privée pour que soit aboli l'exploitation de l'activité humaine ?

Tant que subsiste l'échange en valeur de la force de travail subsiste l'exploitation, et peu importe que l'acheteur de cette force soit le capital privé ou le capital public.

" L'expérience yougoslave " dans laquelle vous ne vous lassez pas d'y trouver des points positifs montre à cet égard comment le communisme ne peut précisément pas se construire. Elle montre au contraire comment l'intégration des travailleurs au Capitalisme d'Etat peut se réaliser au moyen de mécanisme de paix sociale, tel que "l'autogestion" ou le "contrôle ouvrier !".

Le mot d'ordre d'autogestion qui pour le CLAS, comme pour ses composantes, n'est qu'un moyen confus d'exprimer l'aversion du bureaucratisme qu'eux-mêmes entretiennent, est un mot d'ordre mystificateur dès lors qu'il n'est pas synonyme de destruction du rapport capitaliste : le SALARIAT.

En accord avec MARX, nous disons qu'il ne peut exister de phase intermédiaire entre Capitalisme et Socialisme ; en conséquence de quoi, il nous apparait que tout débat sur des structures politiques qui sont censés nous départager des méchants centralistes et dirigistes (sic) ne peut être que stérile tant que l'accent n'a pas été mis sur les bases économiques sur lesquelles doivent reposer ces structures et autre modalités de fonctionnement.

La révolution socialiste n'a jamais été un problème de structures (autogestion, fédéralisme etc...) où il s'agirait de fixer certaines normes techniques, pour prémunir éventuellement le socialisme, mais bien avant tout un problème économique : un mode de production et des rapports sociaux de production radicalement opposés au mode capitaliste.

Voilà pourquoi nous renvoyons dos à dos socialo-modernistes et léninistes qui sont les uns et les autres et de manière différente les artisans de l'intégration de la classe dans le processus capitaliste.

Voilà pourquoi aussi, il ne saurait être question pour nous, sous prétexte qu'il faut rompre l'isolement, de nous ALLIER avec des courants qui concourent à compléter ou à renforcer le Capital et ce, sous les fallacieux vocables de " marche vers le socialisme " ou de " construction de l'autogestion socialiste ".

L'appel que nous avons lancé se voulait être un pôle de regroupement de révolutionnaires oeuvrant à répandre les principes communistes, au travers des luttes actuelles, mais prêts aussi à ne faire aucune concession théorique sur celle qui devrait être la 1ère Révolution Socialiste, celle de la classe ouvrière des pays industrialisés.

Et si les révolutionnaires aujourd'hui sont "isolés"(du à leur faible importance numérique mais surtout au faible niveau de conscience autonome du prolétariat) cela ne sera pas "guéri" par le raccollement miracle de grands et petits groupuscules. La situation actuelle ne sera modifiée que par le développement incessant des formes d'auto-activité prolétarienne inscrites dans le processus révolutionnaire. Si, en conclusion de ce texte nous pouvons nous permettre un conseil, méditez cette phrase:"Le dilemne n'est pas entre autogestionnaires ou centralistes mais entre Révolution Communiste ou Contre-Révolution."...

P.S. : Le GCL/G fera paraitre dans le bulletin "Confrontations" quelques réflexions sur ce thème.

GCL/G

Reponse definitive de TAC

Au Groupe Communiste Libertaire
de GRENOBLE.

Camarades,

Nous ne voulons pas discuter à perte de vue sur la signification des mots et sur les malentendus qu'ils peuvent provoquer. Nous avons écrit dans TAC que nous pourrions être d'accord avec votre texte que nous publions à condition que certains de ces mots soient interchangés. Il apparaît à la lecture de votre réponse :"Lever l'équivoque" que notre desaccord pourrait bien être fondamental. Ce sera à vous d'en juger.

Ne voyez pourtant pas dans ces échanges de textes on ne sait quellesmanoeuvres de notre part pour vous conduire où vous ne voulez pas aller.

Pour clore ce "malentendu", sachez donc que T.A.C. emploie le vocabulaire qui a toujours été utilisé au sein du mouvement révolutionnaire et par le courant anarchiste communiste tout au long de sa démarche, démarche que vous semblez ignorer ou tout au moins à laquelle vous ne voulez pas vous refèrer. (Qui a lu Bakounine à Grenoble ?).

Sans mettre en doute votre volonté de clarté, il est certain que ce nouveau vocabulaire qui désigne autre chose que ce qu'il est habituel de désigner a été introduit dans le mouvement communiste libertaire par l'O.C.L. et que celà frise souvent de sa part la mystification. Nous n'en voulons pour preuve que (sans débattre du fond) l'utilisation que ces camarades font du terme "avant-garde" qui correspond à une définition encore inédite...(la classe ouvrière "avant-garde" de la Révolution).

Afin de déblayer le terrain, nous vous dirons que, curieusement, nous sommes d'accord avec l'essentiel de ce que vous formulez et qui paraît nécessaire. Nous verrons plus loin que votre analyse est pour nous loin d'être suffisante.

Ainsi, nous sommes d'accord avec vous pour affirmer que les révolutionnaires ont pour tâche d'appuyer les tendances des masses à l'Autogestion et de favoriser l'Unité et l'Autonomie proletarienne.

Nous sommes aussi d'accord avec 2 paragraphes (sauf avec le membre de phrase que nous allons souligner). Ainsi vous écrivez justement :

" Ces groupes, au risque de se renier, doivent sans cesse confronter la théorisation de leur prâtique au mouvement réel de la classe. Cette confrontation doit notamment leur permettre, tout en posant le problème de la Révolution Socialiste, de la lutte contre le réformisme, de n'être qu'un pas en avant de la classe, en s'interdisant par là tout monopole de direction des luttes.

Ils n'existent (sous l'impulsion des révolutionnaires) en tant qu'avant-gardes qu'autant qu'ils favorisent le developpement des luttes autonomes du proletariat et la prise en main de leurs affaires par l'ensemble des travailleurs et des gens concernés."

Et plus loin :

" La conscience autonome qui se forge aujourd'hui dans les luttes dirigée contre un capitalisme avancé et en declin est l'amorce d'un nouveau mouvement ouvrier à la conquête de son autonomie et, partant, de son pouvoir."

Nous n'écririons pas autre chose nous mêmes et nous avons affirmé ces points sous d'autres formes. Ne vous en déplaise, on trouve aussi les mêmes points de vue dans les thèses du C.L.A.S.

Nombre de militants du CLAS les appliquent aussi dans leur travail militant (ex: LIP).

.../... (2)

Nous vous faisons essentiellement cette remarque parce qu'il est courant d'entendre dire dans les milieuxcommunistes libertaires que nous n'avons aucune pratique.

Celà dit, il nous faut bien vous faire remarquer -et la dernière rencontre nationale de l'O.R.A l'a montré- qu'il n'est pas du tout certain qu'EFFECTIVEMENT, "ces groupes" confrontent dans cesse la"théorisation de leur pratique au mouvement réel de la classe."

Sans nier votre pratique qui est réelle, nous en contestons les méthodes :

Ainsi, vous écrivez :

"... insérés dans divers fronts de lutte ... en ne cessant jamais d'appartenir au milieu duquel ils agissent ", ce qui semblerait prouver que vous condamnez -tout comme nous- la conception léniniste de la "conscience exterieure".

Mais vous ajoutez :

" Ils ne sont jamais les représentants des masses en dehors des fronts où ils sont impliqués."

Il s'agit bien de la pratique cloisonnée habituelle à l'O.R.A.

Or, le propre d'une organisation révolutionnaire comme celui des militants c'est au contraire de tenter de concevoir une vue globale des problèmes. Dans le cas présent, il s'agit de tenter de rattacher les luttes sectorielles souvent quantitatives à la revendication globale qualitative, ou à tout le moins de concevoir une coordination des luttes afin de déboucher sur une stratégie. Il semble donc que pour vous, il y ait DES fronts de lutte séparés et que vous n'ayiez aucune méthode valable pour entrainer les masses vers une lutte globale, ne serait-ce qu'au plan de l'expression publique (tracts, journal etc...) C'est bien ce qui apparaît à la lecture des écrits de l'O.R.A.

Dès lors, les luttes les plus "autonomes" restent sans débouchés réels.

Ce n'est donc pas par hasard si l'O.R.A ne fait aucune analyse XXXXXX et si elle ne prend aucune position gur les problèmes généraux de la société. Il s'agit d'une conception délibérée.

Mais il faut dire que ce cloisonnement des luttes présente aussi des dangers réels pour autant que les travailleurs que vous influencez risquent rapidement de passer des luttes catégorielles (baptisées "Front de lutte") aux luttes corporatives. Celà a souvent été la conséquence de conceptions identiques dans le passé.

Sur le plan de l'O.R.A. elle même, alors que les groupes sont cantonnés dans cette "pratique" , les positions politiques sont prises au petit bonheur par quelques initiés qui controlent le journal et engagent toute l'organisation sans qu'une ligne soit définie collectivement. Celà est trés grave.

Politique irresponsable au sommet et "apolitisme " à la base pourraient bien constituer la veritable "ligne" des dirigeants de l'O.R.A actuelle et nous ne voulons que vous démontrer qu'il en est ainsi parce que c'est votre conception générale du travail militant qui créé cette situation.

Vous écrivez que l'aspiration à l'Autogestion ne se réalise pas à partir de critères idéologiques mais au contraire "sur la base des actions menées sur les lieux de travail et de vie". Celà est juste à condition que cette constatation ne vous mène pas à nier toute idéologie et dans une seconde étape à refuser de vous placer aussi sur ce terrain de lutte. C'est bien l'impression que vous donnez.

Or, chaque classe sociale produit sa propre idéologie (Marx l'a constaté bien avant nous) et l'idéologie dominante de la société globale est celle de la classe dominante. Alors que les marxistes classiques croyaient que l'idéologie dominante disparaissait "mecaniquement" avec la classe qui l'avait produit, GRAMSCI a démontré, rejoignant ainsi nombre d'écrits anarchistes, que l'idéologie peut ensuite vivre d'une manière autonome pendant un certain temps. C'est le cas notamment lorsque la classe montante n'a pas encore été capable de formuler la sienne propre.

Dans la situation actuelle, les marxistes n'ont pas été capables de lutter valablement sur ce terrain et la classe ouvrière est le plus souvent sous l'influence de l'idéologie bourgeoise que les divers réformistes véhiculent à leur manière.

Pour nous, l'Autogestion et l'aspiration à l'Autogestion créé une nouvelle idéologie globale et cette idéologie a été la plupart du temps formulée et véhiculée par les anarchistes révolutionnaires. Elle commence à envahir d'autres sphères politiques ou sociales qui l'ont retrouvée ou découverte sans references aucunes à l'Anarchisme qu'ils ignorent la plupart du temps. Et c'est bien celà le phénomène nouveau de notre temps. C'est à ce niveau que le travail théorique de T.A.C au sein du mouvement révolutionnaire prend toute sa dimmension.

Nous nous trouvons donc devant la situation suivante :

Les masses aspirent spontanément à l'Autogestion, mais elle sont encore influencéespar le mouvement réformiste et par l'idéologie bourgeoise. Il est donc necessaire que le soutien aux luttes autonomes soit accompagné d'une explication idéologique, non seulement dans les contacts de militants à militants mais par une propagande générale pour l'Autogestion. Il faut que les travailleurs comprennent cette aspiration inconsciente à la gestion directe et à la démocratie directe. Il faut donc rendre l'Autogestion crédible par tous les moyens d'information possibles. Cette propagande necessaire nous oblige à entrer de plein pied dans l'action politique. C'est pourquoi,pour nous, "rompre avec l'isolement", c'est constater que les anarchistes communistes SEULS ne peuvent mener cette tâche à bien.

Il faut donc la mener avec d'autres.

C'est pourquoi, avec les C.I.C, nous avons commencé une campagne sans commune mesure avec nos forces pour que se construise une organisation révolutionnaire autogestionnaire assez puissante pour véhiculer un certain nombre d'optionsfondamentales, et empêcher que les mouvements populaires soient déviés ou récuperés.

C'est des évènements de MAI 68, de l'experience espagnole, d'autres luttes précédentes que nous avons tiré la conclusion qu'il n'est pas de tâche plus urgente. Il faudra bien que les anarchistes essaient un jour de savoir pourquoi les aspirations à l'Autogestion sont toujours confisquées par les autoritaires ou etouffées par la bourgeoisie. Celà pourrait faire l'objet d'une analyse serieuse et nous sommes à votre disposition pour nous y livrer avec vous si vous lex voulez.

Sans nous livrer aux pleurnicheries de certains , nous devons constater que l'Autogestion a échoué à des époques et dans des pays où les masses étaient acquises à cette conception et où les conditions étaient bien plus "optima" qu'en Europe Occidentale. Toutes les explications sont aussi valables les unes que les autres...

LENINE voulait certes détruire l'Etat bourgeois pour instaurer un Etat autogestionnaire "sur le modèle de la Commune de Paris" (voir "l'Etat et la Révolution"). Il ne l'a pas fait ou n'a pas pû le faire. Il est, de fait, plus facile de s'emparer des structures de l'Etat qui existent.

Mais concevoir et vouloir l'Autogestion, c'est détruire de fond en comble les structures étatiques et tout ce qui les justifie ou véhicule. C'est une tâche bien autrement serieuse et difficile. Dès lors, comment peut-on être assez naïf ou puéril pour croire que l'Etat va s'effondrer seulement sous la poussée des luttes "autonomes" des masses ? Quand on connaît la force et la complexité des institutions, celà paraît de l'inconscience pure et simple.

Telles sont les reflexions auxquelles se livraient ARCHINOV et ses compagnons quand ils analysaient l'échec de la Révolution russe en 1924 et c'est pour celà qu'ils conçurent la "Plateforme" qui fût vomie par les "rêveurs" anarchistes de l'époque. Cette "plateforme" définit d'une manière encore valable aujourd'hui ce que doit être une organisation d'Avant-Garde autogestionnaire (nous n'avons pas peur des mots) qui n'a rien à voir avec le Parti léniniste ou dit "leniniste". Une organisation apte à élaborer une stratégie globale et une idéologie globale, dans la perspective de l'Autogestion.

Il s'agit d'abord de remettre en question la notion de "direction autoritaire" de la classe et de lui susbstituer une autre conception que les archinoviens appellent d'une manière maladroite "principe de l'aide aux masses" ou direction du point de vue de "l'idée" qui signifie que le role de l'organisation est non seulement de soutenir les luttes autonomes, mais aussi d'empêcher qu'elles dévient, ce qui implique evidemment une stratégie.

Le schéma d'ARCHINOV pour la periode pré-révolutionnaire ne nous paraît pas dépassé : D'une part, soutenir et coordonner les actions autonomes des masses et d'autre part, unir et organiser les révolutionnaires.

La lecture de votre texte " Mouvement ouvrier autonome et organisation des révolutionnaires" pouvait faire supposer de votre part des points de vue trés proches de cet exposé.

Mais bien que vous prétendiez nier les critères idéologiques, vous n'envisagez un regroupement qu'avec ceux qui ne feront aucune concession théorique, c'est à dire -on peût déduire cette conclusion de votre texte- avec ceux qui partagent entièrement votre analyse.

.../...

A ce compte, vous resterez encore longtemps dans votre isolement.

Il est vrai qu'il s'agit ici d'un isolement politique et que la manière dont vous croyez en sortir néglige totalement les facteurs politiques (suite logique à la négation des facteurs idéologiques). Pour nous l'isolement des communistes libertaires est caractèrisé par le fait qu'il n'apparaissent nulle part dans la vie politique, c'est dire qu'il n'apparaisse pas non plus dans l'opinion publique qui n'est touchée que par les grands moyens d'information. Les anarchistes de toutes tendances croient qu'il s'agit d'une conspiration du silence. Nous avons souvent constaté au cours de notre action qu'il existe aussi une grande part de méconnaîssance.

Si vous avez la volonté de regrouper des révolutionnaires autres que vous mêmes répondant à votre définition :"oeuvrant à répandre les principes communistes au travers des luttes actuelles mais prêts aussi à ne faire aucune concession etc..", il nous faut bien vous demander de préciser. Qui sont ces révolutionnaires ? Où sont ils actuellement, inorganisés, en potentialité dans les luttes, fourfoyés dans d'autres organisations et lesquelles ? Il semble bien qu'il ne s'agit pour vous que d'un concept, pour ne pas dire d'un mythe.

Nous avons déjà trouvé le même état d'esprit dans les milieux communistes libertaires à propos de LIP. Le mouvement de LIP, ce sont les travailleurs de LIP. Qui sont ces travailleurs ? On ne sait pas. On tente bien d'expliquer qu'il s'agit surtout de la CFDT et de militants du PSU soutenus par un Comité d'Action. Il paraît que tout celà n'est qu'apparence. Ce sont les "travailleurs de LIP" réduits à l'état de concept, d'abstraction. On parle souvent de cette manière de la "classe" avec un grand "C".

Mais la Révolution, c'est aussi les hommes qui la font et les courants de pensée, les groupes politiques auxquels ils appartiennent. C'est en ce domaine que vous êtes le plus aveugles :

Pour analyser les situations valablement, il ne faut pas travestir ce qui EST.

Ainsi, il est FAUX que le P.S.U ou l'A.M.R. "se reconnaîssent les seuls porteurs des interêts historiques du proletariat". Il est vrai que l'A.M.R. se libère difficilement encore de son héritage trotskyste mais nombre de ses militants posent les problèmes d'une manière pertinente. Quant au P.S.U, c'est bien mal le connaître que de voir en lui un "parti léniniste" alors qu'il a trop souvent encore gardé des habitudes sociales démocrates.

Il n'est non plus pas honnête de juger le PSU ou la CFDT à partir des divagations de ROCARD ou de MAIRE. Avez vous lu les textes du dernier congrés de la CFDT?

Les thèses du CLAS n'ont jamais nié la capacité politique aux travailleurs. Elles disent seulement que les luttes autonomes ne sont pas suffisantes dans la periode actuelle et qu'une organisation révolutionnaire est necessaire. Ce que nous disons nous mêmes. (Et vous, à quoi servez vous donc ?)

Pourquoi prétendez vous contre toute évidence que le "Front Progressiste" est membre du CLAS ?

Sur quoi vous basez vous pour affirmer aussi catégoriquement que le P.SU et les autres composantes du CLAS n'ont pas envisagé le problème de leur destruction par le proletariat ? Les organisations du CLAS ont toutes admis le principe de leur "remise en question" et le P.S.U a même reconnu "ne pas être un but en soi".

Celà dit, nous n'entrerons pas dans la contestation de vos conceptions qui sont respectables mais ne sont que des conceptions, c'est à dire des hypothèses. Nous croyons que vous pourriez défendre ces conceptions au sein du "courant autogestionnaire".

Vous pensez savoir ce que sera la Révolution à venir et vous avez bien de la chance. Le propre de l'Autogestion, c'est précisément d'affirmer que le Socialisme sera ce que ceux qui le construiront voudront qu'il soit en fonction des situations objectives dont nous ne pouvons avoir la moindre idée. Votre schéma tout fait ressemble fort à du Léninisme réchauffé.

Aussi, pour notre part, nous ignorons s'il n'y aura pas subsistence d'un marché pendant une certaine periode et si l'Autogestion sera progressive ou non.

Vous savez bien que tous les courants révolutionnaires se fixent pour but l'abolition du salariat. Pourquoi cette mauvaise querelle ?

Vous affirmer qu'il ne peût exister de phase intermédiaire entre Capitalisme et Socialisme. Nous le souhaitons au plan des principes. Mais comment le savez vous ?

Il existerait donc, selon vous, des vrais et des faux partisans de l'Autogestion. Vous vous placez bien sûr parmi les vrais. Qui délivre les certificats ?

Trève de plaisanterie... Nous voulons passer aux choses serieuses dans la dernière partie de ce texte en vous exposant du mieux possible comment nous voyons la situation et aussi nos motivations :

1°- Au niveau des luttes - Pour admettre qu'il n'est pas besoin d'organisation révolutionnaire, il faudrait que le niveau de conscience de tous les travailleurs soit égal. Ainsi, si nous pensons que la conception léniniste de la "conscience exterieure" et de l'avant-garde éclairée est néfaste, celà ne signifie pas que le problème de la prise de conscience des travailleurs soit éliminé pour autant. Il faut bien constater que naturellement -et c'est normal- les exploités tentent d'abord d'obtenir des avantages immédiats, des ameliorations de leurs conditions de vie. C'est pourquoi ils subissent facilement l'influence des reformistes etde leurs organisations qui controlent encore une grande partie de la classe ouvrière. Les revendications les plus immédiates sont toujours QUANTITATIVES. C'est ce que Lénine appelait le "trait d'unionisme". Or la Révolution globale est une revendication QUALITATIVE. Il faut passer du quantitatif au qualitatif. Le syndicalisme n'a pas toujours pû sortir de ce qu'il faut bien appeler une contradiction. La solution du problème se trouve dans la formulation de revendications qui mettent en cause la structure du régime. Nous voyons sous nos yeux que timidement commencent à naître ces nouvelles formes de revendications qui débouchent directement sur l'aspiration à l'Autogestion. Lénine ne croyait pas que cette aspiration révolutionnaire pourrait être produite par la classe elle même. Mais il écrivait "Que Faire ?" au début du siècle et il est parfaitement idiot de vouloir adapter sa pensée, soit pour l'approuver, soit pour la combattre aux conditions de 1974.

Le premier stade de la "conscience interne" se trouve au niveau de ceux des travailleurs qui, naturellement, voient comment mener une lutte, où aboutissent telles ou telles revendications et qui tentent aussi, sur le tas, de communiquer leur conscience aux autres. Ceux là constituent en quelque sorte une "avant-garde" objective. Il faut les organiser, les faire se découvrir mutuellement. C'est le role des militants révolutionnaires qui les feront se découvrir en constituant un pôle crédible. Ainsi, le soutien aux luttes autonomes c'est aussi en définir les aboutissements et tenter d'élaborer une tactique concertée aprés consultation de l'ensemble des travailleurs concernés.

Il est clair que ceux qui sont le plus aptes à commencer ce travail sont les militants déjà éduqués et appartenant souvent à un groupe ou une organisation. Si l'option de ces militants est "autogestionnaire", ils feront tout pour empêcher que

les luttes autonomes soient déviées ou récupérées par les réformistes ou les autoritaires, par un travail d'explication et de propagande et aussi en imposant une pratique démocratique au sein des organes de lutte.

Qui sont aujourd'hui ces militants ?

Ils peuvent evidemment être membres de l'O.R.A ou de l'O.C.L, mais ils peuvent aussi appartenir au P.S.U. ou à la C.F.D.T. (comme à LIP). Nous constatons même qu'ils ont été dans la plupart des luttes menées l'été dernier, des membres du PSU. Certains même peuvent encore être membres d'organisation dites "traditionnelles" tout simplement parce que les forces politiques autogestionnaires ne leur apparaissent pas encore assez serieuses : celà existe.

Ainsi, cette nouvelle "avant-garde" se forge chaque jour.

Pour notre part, nous pensons que le plus urgent est de provoquer des échanges des confrontations de leurs pratiques entre ces militants encore dispersés et que le premier maillon de l'organisation de demain pourrait être constitué par des comités de base créés ici ou là à l'intiative des uns ou des autres. Le second temps sera concrétisé par un essai de coordination de tous. Celà implique qu'il n'y ait pas d'exclusive et que l'Autogestion ne soit pas conçue comme le monopole d'un groupe ou d'un autre. Il faudra pour celà vaincre le sectarisme et -puisqu'il faut bien le préciser- le votre.

2° Au plan général - Le travail de base que nous venons de définir doit être logiquement complèté par un travail au niveau politique général.

Vous ne semblez pas, au demeurant, nier qu'il faille poser le problème de la Révolution socialiste, de la lutte contre le réformisme. Celà implique necessairement un travail de propagande et d'explication globale.

Tout le monde parle aujourd'hui de l'Autogestion et même la radio, la télévision et une partie de la grande presse sont obligés d'y faire allusion peu ou prou. Celà semble vous chagriner parce que vous pensez qu'il faut mettre en garde la classe ouvrière contre les mystifications. Il se trouve que ce qui vous peine nous réjouit et nous voudrions qu'on parle encore plus de l'Autogestion parce que ceux qui ne sont pas révolutionnaires et qui en parlent ne peuvent la définir valablement et encore moins la réaliser et que les clivages à ce niveau se feront dans le déroulement futur de la lutte (soyez en sûrs). Nous savons depuis Mai 68 que les luttes spontanées et autonomes peuvent avoir des limites quand il n'existe pas de projet révolutionnaire sensible. Si, comme vous le dites, la Révolution sera l'oeuvre consciente des travailleurs organisés sur leur base de classe, celà ne signifie pas qu'on ne doive pas envisager les moyens de faire que cette conscience soit hâtée. Il faut donc parler de la Révolution, discuter de la Révolution, parler de l'Autogestion, discuter de l'Autogestion partout et avec tout le monde. Celà necessite, que celà plaise ou non, une présence sur l'échiquier politique.

Il faut bien dire qu'en ce domaine les deux organisations qui se réclament du Communisme Libertaire sont étrangement absentes et même totalement méconnues ou inconnues. C'est pourquoi, il ne faut pas s'étonner et encore moins s'indigner que la place soit prise par d'autres qui paraissent avoir accaparé ou récupèré leurs options. Quand on se refuse à faire de la politique, ce sont les autres qui la font à notre place : Nombre d'échecs anarchistes s'expliquent ainsi.

Puisqu'il est necessaire de véhiculer les idées autogestionnaires et que certains tentent de le faire, c'est donc ceux là que nous devons approcher serieusement sans sectarisme en se disant qu'on n'avance pas en essayant de se cacher les réalités au profit d'un splendide isolement puriste et dogmatique :

L'organisation la plus prépondérante se réclamant de l'Autogestion, c'est la C.F.D.T. Nombre de militants de l'O.R.A. en sont d'ailleurs adhérents et celà est positif. Ce ne doit pas être tout à fait un hasard.

Il est vrai que la CFDT comporte encore bien des équivoques. Qu'elle n'a pas encore résolu le problème du pouvoir politique, qu'elle tente de concilier les positions de la Gauche réformiste et celles des révolutionnaires, que ses positions vis à vis des comités d'action sont négatives (elles ont été lettre-morte fort heureusement à LIP). On peut bien sûr faire des critiques réelles et celles-ci vous paraissent sans doute essentielles, habitués que sont les anarchistes de nos

jours à voir par principe les faits par le petit bout de la lorgnette. Par contre, vous ne semblez pas du tout étonnés et émerveillés de ce qui, pour notre part, nous étonne et nous emerveille (le mot n'est pas trop fort quand on connaît les difficultés des autogestionnaires avant Mai 68) à savoir que la deuxième centrale syndicale de France par l'importance numerique proclame que son but c'est bien le Socialisme basé sur l'Autogestion des travailleurs. Il faut être aveugle pour ne pas comprendre l'importance de cet évènement. Contrairement à ce que vous pouvez estimer, la CFDT se livre à de profondes recherches tant sur l'Autogestion elle même que dans le domaine des luttes et de la formulation de revendications qualitatives. Mais la CFDT est un syndicat et non un groupe politique et on ne peut en cerner aussi nettement les contours. Il semble d'ailleurs (et nous avons déjà analysé la chose dans un TAC précédent) que certains responsables cédétistes considèrent que leur syndicat doit être le pôle de l'Autogestion retrouvant ainsi un certain nombre de positions anarcho-syndicalistes. Cette démarche ne nous paraît pas correcte et nous pourrions nous en expliquer dans un autre texte concernant le caractère péjoratif de l'anarcho-syndicalisme. Mais elle s'explique justement parce qu'il faut bien convenir que l'organisation révolutionnaire autogestionnaire n'existe pas et que les groupes qui s'en réclament n'ont pas encore d'influence réelle.

C'est pourquoi la création du C.L.A.S n'est pas aussi gratuite qu'il y paraît et qu'elle répond absolument à une necessité politique. Il est utile et urgent qu'une propagande ait lieu dans tout le pays sur les thèmes de l'Autogestion. Il est utile de rassembler les partisans de l'Autogestion. Il est positif que les composantes du CLAS admettent qu'il faudra un jour qu'il existe une seule organisation révolutionnaire autogestionnaire construite à partir de confrontations théoriques, tactiques et par la recherche de pratiques communes à la base. L'idée du CLAS n'est pas nouvelle puisqu'elle avait été lancée dès 1967 par l'Union des Groupes Anarchistes Communistes. Un membre éminent de la "direction" actuelle de l'O.R.A en avait alors approuvé le principe si nous avons bonne mémoire.

Certes, le CLAS n'est encore qu'une initiative de sommet et nombre de "directions" ont tout fait pour que des comités de base n'existent pas. Nous le savons et le dénonçons par ailleurs. Nous sommes aussi en désaccord avec les démarches actuelles de la direction du P.S.U et nous le disons. Mais nous ne sommes pas aux tribunes comme vous pour seulement compter les points et dire ce qu'il faut faire. Nous exprimons notre point de vue, nous le défendons auprés des autres militants autogestionnaires et nombre d'entre eux -vous le verrez bientôt- sont prés de nos positions même s'ils sont membres du PSU ou d'autres groupes. Ce n'est pas la démarche du CLAS qui est fausse, c'est son application actuelle. Faut-il alors nous retirer sur l'Aventin ? Pour nous, militer pour l'Autogestion et la Révolution c'est militer et dialoguer avec ceux qui existent et non avec des abstractions. Votre rêve est en effet de rassembler des révolutionnaires autres que vous mêmes qui n'existent pas. S'ils existaient, on le saurait. Il y a bien sûr les "silencieux". Ferez vous comme l'U.D.R et chercherez vous la "majorité silencieuse" qui a pour qualité d'être précisément silencieuse et de permettre qu'on dise ce que l'on veut à son sujet ou en son nom ?

Notre position ainsi exprimée n'a absolument rien de "frontiste". Encore que nous n'avons rien contre le "frontisme" s'il est necessaire dans une phase de la lutte.

Il est vrai aussi que le CLAS a, pour l'instant, seulement été capable d'organiser des débats et des réunions publiques. Est-ce si négligeable ? Partout actuellement, au nom du CLAS, de la CFDT, des hommes et des femmes se réunissent passent leurs dimanches à réflechir, à discuter, à échanger des points de vue, à rechercher leur unité, à confronter leur travail militant. Le lancement du CLAS a provoqué ce grand travail en profondeur auquel vous vous refusez de par-

ticiper, on ne sait au nom de quoi. Quand on a des points de vue, on vient les défendre et les confronter. Même dans la région de Grenoble les choses avancent et vous le constaterez aussi. Mais, vous êtes absents et invisibles, heureux d'avoir raison contre tous.

Bien sûr, vous avez raison d'écrire que la solution ne se trouve pas dans le "racollement miracle de grands et petits groupuscules". Elle se trouve dans une pratique commune à la base au sein des luttes autonomes. C'est ce que nous ne cessons de dire. Mais nous le disons aux autres militants et nous avons des interlocuteurs, tandis que vous lancez des appels dont personne n'est informé et qui ne touchent personne ou presque.

Venons en pour finir aux quelques éléments théoriques de votre texte et d'abord à ce que vous croyez être une question-piège que nous devrions -dites vous- méditer :

Le dilemne ne serait pas, selon vous, entre autogestionnaires et centralistes, mais entre Révolution Communiste et Contre-Révolution.

Voilà bien le genre de faux problème. Nous avons toujours affirmé -et tous les adhérents du CLAS que vous ne connaissez pas, avec nous - que l'Autogestion n'était possible qu'en économie socialiste, c'est à dire aprés l'appropriation des moyens de production par les producteurs eux mêmes. Le mot "appropriation" signifie "prise en main", c'est à dire "acte révolutionnaire". Tout est ainsi trés clair. Mais celà n'est pas suffisant à nos yeux, car l'Autogestion c'est aussi une idéologie, une maniere de vivre qui remet en question non seulement la propriété privée des moyens de production mais les structures de vie et de pensée, c'est à dire que l'évènement de l'Autogestion, c'est l'avènement d'une nouvelle civilisation, du veritable communiste, celui qu'on appelle "libertaire" A ce stade, on ne voit pas le sens de votre querelle sinon pour affirmer qu'il est necessaire de faire la Révolution avant l'Autogestion, c'est à dire ainsi rejoindre ceux qui veulent se servir des structures existantes, s'emparer de l'Etat. C'est bien vers ce dilemne que veulent nous conduire les léninistes trotskystes de "Rouge" par exemple, ou ceux de la G.O.P. L'Autogestion est, selon eux serait un gadget, une mystification car seule, la Révolution serait l'objectif premier. Mais de quelle Révolution s'agit-il ? La Révolution sans autogestion n'est qu'un transfert de pouvoirs, qu'un changement d'exploiteurs. Il est curieux d'être obligé de préciser ces choses à des "libertaires". Pour nous, l'Autogestion, c'est la Révolution globale, totale.

Il est vrai -et vous avez raison de le souligner- que la Révolution c'est aussi un mode de production et des rapports sociaux de production radicalement opposés au mode capitaliste. Qui prétend le contraire ? Prévoir des étapes n'est nullement nier le but réel, à moins que vous ne soyiez des romantiques incorrigibles.

Nous sommes pourtant sceptiques sur les notions de la Révolution que vous professez quand vous osez écrire : " La Révolution socialiste n'a jamais été un problème de structures". Avez vous vu que vous avez écrit une monstrueuse connerie ? Il fallait écrire que la Révolution n'est pas seulement un problème de structures. Nous souhaitons que cette phrase soit une simple distraction.

Amitiés fraternelles,

T.A.C.

COLLOQUES AUTOGESTION

organisés par la C.F.D.T. avec la participation du P.S., du P.S.U. et des organisations du CLAS

- 1er Colloque : 16-17 Février 1974 -

"AUTOGESTION ET TRAVAIL"

La C.F.D.T. qui, il y a un an, s'était tenu à l'écart des rencontres qui devaient déboucher sur le CLAS, reprit l'initiative et proposa l'organisation dans ses locaux d'une série de colloques sur un an. Initialement la responsabilité de cette organisation devait incomber à la CFDT, au PS, au PSU, à l'AMR, aux CIC et à Objectif Socialiste. Or le PS, qui envoya toujours aux réunions des membres éminents et pas spécialement du CERES, prétendit n'être qu'observateur, parla souvent de ne pas participer et avança que le Programme commun prévoyant la gestion démocratique des entreprises, on pouvait inviter des partisans de cette forme d'autogestion, c'est à dire des gens du parti communiste et de la CGT.

Finalement la CFDT déclara que les colloques seraient organisés par elle avec la participation du PS et des organisations du CLAS dont le PSU. Elle affirmait ainsi que l'autogestion avait un sens y compris politique, (Maire devait déclarer : " on a vu il y a 2 ans environ, Chélépine, actuellement président des syndicats soviétiques, se référer à la perspective d'autogestion. Comme si la bureaucratie et la technocratie n'en étaient pas les ennemis mortels") et qu'elle était la mieux placée pour orienter le courant.

Moyennant quoi, le centralisme et l'étatisme put largement s'exprimer au colloque par la bouche des multiples orateurs du P.S. (Mauroy, Martinet, Jacquet, Salomon, Sarre, Chevènement, Motchane, etc...).

Là se pose la question du caractère autogestionnaire en soi d'une telle formule. Peut-on parler d'autogestion d'un colloque limité arbitrairement à 120 personnes et consistant dans la lecture de 3 rapports et dans de longues interventions d'orateurs pour lesquels non seulement les rapports mais même l'autogestion n'étaient que prétexte à exposer des positions de leur parti ou de leur groupe. Quelques membres de la CFDT osèrent cependant rappeler, puisque l'un des sujets était la hiérarchie, que les organisations syndicales et politiques en constituaient une, étaient basés sur elle et qu'il y avait à se remettre en cause de fond en comble.

La préparation des rapports en commission avait donné lieu à un travail plus collectif et permis de vérifier qu'en quelques années l'approche des problèmes de l'autogestion avait fait des progrès considérables. On n'en est plus aux balbutiements et aux bonnes intentions, et l'étude des conditions techniques, psychologiques, sociologiques, pour que l'autogestion soit effective a maintenant atteint un niveau suffisant.

Restent les conditions politiques. Ces colloques feront-ils avancer les choses ? Le partage y apparait clairement entre le courant social démocrate, ni plus ni moins "autogestionnaire" que par le passé (qui comprend tout le PS bien sûr, mais passe aussi à travers le PSU, un peu par la CFDT) et un courant autogestionnaire qui manifestement cherche sa forme et son expression politique. Pour l'instant et faute de mieux, c'est la CFDT qui le représente le plus valablement et le plus solidement et en matière politique brouille infiniment moins les cartes que le PSU. En tous cas, sa méfiance, son autonomie vis à vis des partis réformistes laisse le champ libre à l'organisation des autogestionnaires sur une base révolutionnaire tout en ne prétendant pas apporter aux masses, syndiquées ou non, la lumière. Ce qui à l'heure actuelle signifie le développement du CLAS à la base, dans l'esprit de ses 14 thèses et en rapport avec les luttes.

Trois autres colloques doivent suivre : Autogestion et vie sociale - Autogestion et rapports internationaux - L'Autogestion comme conception globale de la société. Tous ces colloques seront l'objet de publication. Signalons que nos camarades de l'Alliance syndicaliste dont la CFDT a édité la plaquette sur l'anarchosyndicalisme doivent participer à ces colloques.

Groupe ouvriers (vieille photo)

C'est de cette époque que date la formule :

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux même »

Les nécessités de la modernisation donne ceci :

« Un militant syndical de base, fut-il prestigieux, n'a pas forcement competence pour devenir président de la Rèpublique ».

(Edmond Maire)

ECHOS

LES ACTIVITES DU C.L.A.S.

Les Assises Nationales pour l'Autogestion -

Elles devaient se tenir en Avril ; elles ont été reportées au 25-26 Mai par suite du refus de la municipalité de gauche d'Epinay s/seine d'accorder la salle initialement prévue. De plus il y a de grandes difficultées à établir leur programme. En effet la plupart des associations avec lesquelles le P.S.U. espéraient former un mouvement large dont il aurait le leadership ne veulent pas jouer ce jeu et se prêter à ce qu'elles ressentent comme des manoeuvres politiques, dans des rapports finalement classiques parti-organisations de masse. Il apparait qu'à ce compte, elles n'ont pas envie de privilégier le PSU plutôt que le PS. Mais le travail de base qui commence à se développer doit permettre de débloquer la situation et se manifester aux Assises.

C.L.A.S. SANTE -

Des C.L.A.S. se sont formés dans 4 hopitaux parisiens. Le C.L.A.S. Santé organise des réunions de coordination fréquentes permettant la confrontation des expériences des hopitaux et des quartiers. Sont prévus : la participation aux Assises, l'organisation d'un débat avec le M.L.A.C., le G.I.S. et le G.I.A., et la préparation de deux plaquettes : une sur la Lutte des travailleurs de la santé et l'autre sur la Santé aujourd'hui en France.

C.L.A.S. 20ème -

Il apparait maintenant ouvertement dans la vie du quartier: comité de soutien à Dynamic, lutte pour les crèches, présence sur les marchés avec panneau, tract à propos du licenciement des 3 travailleurs de la santé de l'hopital universitaire et de l'interpellation de 6 militants du M.L.A.C devant l'hopital Tenon, tract sur les emplois et les promoteurs dans le 20ème.

C.L.A.S. 9ème -

Un C.L.A.S. existe certainement dans ce quartier (affichage pour un débat sur les luttes) mais le manque d'informations et des relations dans le C.L.A.S. ne permettent pas d'en savoir plus.

C.L.A.S. CRETEIL -

Un C.L.A.S. est en formation et a déjà tenu plusieurs réunions.

Comité de base de MACON -

Le comité de MACON, à la demande des syndicats locaux de journalistes a organisé le vendredi 15 Février un débat public intitulé : "L'Information est-elle libre ?" avec Daniel JUNQUA du Bureau national du Syndicat des journalistes C.F.D.T. et Daniel GENTOT, secrétaire national du Syndicat National des journalistes.

C.L.A.S. RHONE -

Un colloque sur l'Autogestion a été organisé le samedi 22 Février par plusieurs sections du P.S.U. qui ont formé au sein de ce parti le "courant autogestionnaire" opposé à la direction départementale entre les mains de la G.O.P. et le groupe lyonnais de l'A.M.R. Des militants CGT, CFDT, Vie Nouvelle, Association Syndicale des Familles, Témoignage Chrétien, Groupe d'Action Municipale, GARM, Groupe de l'O.R.A. etc... ont participé aux échanges. Le comité du C.L.A.S. de MACON était aussi représenté. FIANT de l'AMR et FERRAND du PSU avaient été invités.

Un certain nombre de commissions ont travaillé sur les thèmes suivants :
- Que pouvons nous opposer au modèle bureaucratique du "socialisme" qui détourne les travailleurs du Socialisme lui même ?
- Comment "vivre demain dans les luttes d'aujourd'hui" ?
- Comment lier ces aspirations à la stratégie de la prise du pouvoir ?
- Comment résoudre le problème de la division sociale du travail ?

Le travail avait ensuite été réparti en 6 équipes :
- Contrôle-autogestion et stratégie de la prise du pouvoir
- Ecole - Femmes - Cadre de vie - Armée -
- Transition au socialisme.

Le soir même du colloque, le C.L.A.S. lyonnais a été fondé et il poursuit maintenant ses activités, les commissions étant devenues permanentes.

Un bulletin de liaison est édité qu'on peut se procurer en écrivant à Suzanne GERBE - 101, Avenue Gl De Gaulle - 69 CALUIRE.

A BRON, s'est tenu une soirée publique intitulée "Luttes actuelles et Autogestion" le Vendredi 15 Mars avec la participation de l'Union Locale CFDT, du PSU, du groupe d'Action Municipale et de l'A.M.R.

Une discussion en groupe a eu lieu sur les thèmes suivants :
- Ecole - Luttes dans les quartiers - Luttes dans les entreprises - Avortement, contraception et santé.

Un membre de la CFDT de LIP était présent au débat général.

C.L.A.S. SAVOIE et Hte SAVOIE -

Le dimanche 3 Mars a eu lieu une journée d'études et de réflexions aux environs d'Annecy sur le thème : L'Amérique Latine.

C.L.A.S. ORLEANS -

Un colloque sur le thème : "Autogestion et action locale" sera organisé à ORLEANS les 8 et 9 Juin prochains.

*_*_*_*_*

ALTERNATIVES SOCIALISTES

Le N° 1 de cette revue dont Roger GARAUDY est le responsable vient de paraître avec le sommaire suivant :

- Une nouvelle forme de lutte pour le Socialisme par R.Garaudy (article qui fait référence à l'itinéraire historique de l'Autogestion et ne fait aucune mention des expériences et pratiques du mouvement anarchiste révolutionnaire (est-ce un oubli ?)
- La voie espagnole vers le Socialisme par les dirigeants du PC espagnol.
- Des extraits de "Rinascita", revue du PC italien.
- L'Autogestion en Yougoslavie : les idées socialistes et la réalité par Zagorba.
- Les Livres.
- Chili : unité populaire et pouvoir populaire.
- Débat CGT-CFDT.

ESPAGNE.

La lecture de Libération dans les jours qui ont suivi la nouvelle de la mort de Puig Antich a montré combien était profond le désarroi des camarades devant cet assassinat.Le sentiment d'impuissance nous étreint tous. Mais depuis Francisco Ferrer Garcia combien déjà n'ont pu être sauvés malgré manifestations de masse puissantes et interventions pressantes de "hautes autorités"? Mais dans d'autres cas, le bourreau a faibli et ne l'aurait pas fait si cela s'était passé dans l'indifférence générale. Il s'agit maintenant de sauver Oriol.Sole et Pons Llobet.

LUTTE ANTIMILITARISTE.

Alors que cette lutte s'intensifie, l'armée poursuit son rôle de machine à broyer et pousse la répression au delà de l'absurde. Les condamnations pour insoummission tendent à se régler sur le maximum. Etienne DESCHAMPS, un des insoumis qui organisa l'occupation du clocher de Ménilmontant a entamé une grève de la faim dès le lendemain de son arrestation, alors que l'armée le traine de prison en prison.

AVORTEMENT.

Le M.L.A.C. a du reporter la manifestation prévue pour le 6 Avril, mais la lutte pour la liberté de l'avortement ne faiblit pas. Déjà le 8 Février à l'Hopital Universitaire de Paris, une assemblée générale de travailleurs décident que certains d'entre eux pratiqueraient l'avortement d'une femme hospitalisée dont la demande était éludée, et 72 travailleurs hospitaliers dont 9 médecins signent une déclaration publique de cette décision. L'avortement est réalisé dans de bonnes conditions. La direction riposte en licenciant 2 Kinésithérapeutes et 1 brancardier pour "avoir pratiqué un acte opératoire sans surveillence médicale". Les actions se développent pour obtenir la réintégration des licenciés : Déclaration de participation à cet avortement qui a déjà recueilli quelques centaines de signatures dont celle d'une dizaine de médecins ; interventions à l'hopital pour demander des explications au Directeur. Plainte devant les tribunaux pour licenciement abusif où apparaitra la responsabilité collective. Très récemment 4 femmes viennent d'être avortées dans un Hopital de l'Asistance Publique du 14e ardt sur leur simple demande par des médecins.

HANDICAPES EN LUTTE -
=*=*=*=*=*=*=*=*=*=

Plusieurs associations d'handicapés, dont nos camarades des comités de lutte des handicapés avaient choisi la date de la quête nationale pour revendiquer l'égalité et pas la charité. Soutenus par de nombreux militants notamment du MLAC, du GIS, du GIA, du CAP, de la CFDT, de l'ORA, du CLAS Santé, du CLAS 20e, ces handicapés, prenant eux aussi en charge leur combat, réussirent une importante manifestation de la Concorde à l'Etoile, aux services de Marie Madeleine Dienech, sous la "protection" d'imposantes forces de police et la hargne des dames patronesses.

Curieusement , cette manifestation fut passée sous silence par la presse.

Manif. handicapés

LE SYNDICAT DES CORRECTEURS

Le syndicat des Correcteurs (1) vient d'éditer un livre sur la longue et souvent périlleuse histoire de leur petit syndicat. Résultat d'une étroite et fructueuse collaboration entre les militants de cette organisation ouvriere et un jeune universitaire, Yves Blondeau, cet ouvrage décrit et analyse 92 années (1881-1973) de luttes du mouvement ouvrier français au sein desquelles ce syndicat et ses militants jouèrent un role important. Héritiers de la tradition du syndicalisme révolutionnaire les correcteurs et leur syndicat furent de toutes les luttes de classes qui jalonnèrent cette longue période. Soucieux de leur propre autonomie, rigoureux sur le principe et l'application de la démocratie ouvrière et syndicale, les correcteurs ont toujours défendu à l'intérieur de la CGT des positions originales mais pas toujours confortables face au réformisme de la puissante Féderation Française des Travailleurs du Livre.

La fin de cet ouvrage comporte la biographie de nombreux militants de ce syndicat parmi lesquelles on relève des noms de camarades disparus comme Monatte, Rosmer. Parmi les camarades en activité nous retrouvons avec plaisir de nombreux militants du mouvement libertaire.

(1) LE SYNDICAT DES CORRECTEURS de Paris et de la région parisienne 1881-1973 d'Yves Blondeau.
On peut se procurer cet ouvrage : à la Bourse du Travail, 3, rue du Chateau d'Eau 75011 Paris. — à la librairie du Monde Libertaire 3. rue Ternaux 75011 Paris—Chez Maspero rue St. Sèverin 75005 Paris Prix: 38 F